



www.lepartenariat.org

RAPPORT D'ACTIVITES 2008

En France :

71 rue Victor Renard
59000 Lille
Tél : 03 20 53 76 76
partenaires@gmail.com

Au Sénégal :

Rue Paul Holle – 1^{er} étage
BP 746 – Saint-Louis
Tél : 00 221 961 46 51
plslouis@orange.sn

Au Maroc :

Avenue Sidi Med Ben Abdellah
Imm. EL Maâchi
46000 Safi
Tél : 00 212 5 24 62 74 09
jisrdev@gmail.com



Ville de Lille



Lille Métropole
COMMUNAUTÉ URBAINE







SOMMAIRE :

	Page
Remerciements	5
Introduction	6
Présentation de l'association	7
Le pôle coopération	9
Le pôle Education au développement – Centre Gaïa	35
Rapport financier 2008	57
Perspectives pour l'année 2009	65
Temps forts 2008	69
Revue de presse 2008	71



REMERCIEMENTS :

Nos actions et réalisations en France, au Sénégal et au Maroc sont le fruit des concertations et des collaborations avec différents acteurs : institutionnels, associatifs, universitaires, etc.

Nous tenons à remercier tous ces partenaires pour leur confiance et leur soutien à l'égard des projets que nous menons :

L'Union Européenne,
Le Ministère des Affaires Etrangères français,
Les représentations françaises au Sénégal et au Maroc :
Ambassade de France, Service de Coopération et d'Actions Culturelles.

La Ville de Lille,
Le Conseil Régional du Nord Pas-de-Calais,
Le Conseil Général du Nord,
Lille Métropole Communauté Urbaine,
La Ville de Saint-Laurent-Blangy.

Le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Lille,
La Caisse d'Epargne Nord France Europe, L'Agence de l'Eau Artois Picardie, la Société des eaux du Nord, EDF, la Banque Scalbert Dupont, la Caisse des Dépôts et des Consignations, la Fondation de France, la Fondation Nicolas Hulot, l'Association Faune Flore en Avesnois, la Fondation Mérieux, le Crédit coopératif, Transpole, Astra Zénéca,
Tous les donateurs particuliers.

Studio Globo, les Associations Likaa, Leeds DEC, Partners Pologne, Partners République Tchèque, Ch'Ti Teranga, le CRDTM, le CDSI, Cap Solidarité, ATD Quart Monde, le CCFD, Peuples Solidaires, EDUCASOL, Lianes Coopération, l'AFVP, l'ADOS, le collectif des enseignants de Saint-Louis, etc.

Nous remercions enfin tous les membres de l'Association sans qui toutes les réalisations n'auraient pas abouti.



INTRODUCTION :

Le rapport d'activité général de l'Association est l'occasion de faire le bilan de l'année écoulée, de rendre compte des activités, des finances et de dresser les perspectives pour l'avenir. C'est aussi l'occasion de réaffirmer notre identité, nos valeurs et notre façon de travailler.

Pour le secteur coopération de l'association, cette année marque la continuité de l'exécution des programmes d'actions triennaux dans les régions de Saint-Louis au Sénégal et de Doukkala Abda au Maroc. Nous avons basculé de la première à la deuxième année de mise en œuvre.

Le centre Gaïa est entré dans sa troisième année de fonctionnement, achevant ainsi sa période de travail 2006-2008 sur de nouvelles perspectives de développement encourageantes. Il vient de recevoir la reconnaissance du Ministère de la Coopération et d'EDUCASOL, plate-forme nationale d'éducation au développement, qui a accepté le Partenariat parmi ses 25 membres.

Mais 2008 a également été l'occasion de constater la prise en compte des recommandations de l'Assemblée Générale de 2008 :

- La diversification des sources de financement avec la mobilisation de nouveaux partenaires qui vient renforcer la capacité de l'association à répondre aux besoins des populations ;
- L'élaboration de projets innovants et le démarrage de leur mise en œuvre ;
- La prise en compte de la notion de développement durable dans le fonctionnement de l'association autant que dans ses projets qui se concrétise. Les actions de coopération sont pensées de manière globale, incluant notamment la thématique environnementale. De même le centre Gaïa aura bientôt un parcours pédagogique destiné au développement durable ;

- Le dispositif d'accompagnement de GAIA qui connaît un début d'exécution.

Ce bilan annuel de 2008 illustre que le Partenariat est une association active, dynamique, innovante dont le maître mot « Coopérer, ça enrichit la vie » (cum operare : travailler ensemble) et le travail en équipe ont permis les réalisations qui sont présentées dans ce rapport.

En se projetant vers 2009, cette année s'annonce encore riche en réflexions et en actions, avec notamment :

- La poursuite du programme d'activités de Gaïa, et l'ouverture d'un parcours pédagogique « Développement durable » à la rentrée scolaire 2009.
- Le renouvellement des programmes de coopération qui se termineront au premier semestre 2010 avec le Maroc et le Sénégal. Après une évaluation extérieure des actions en fin 2009, nous demandons aux collectivités d'élaborer un nouveau plan pour 2010-2012, en inscrivant la préoccupation du développement durable dans les projets.
- La définition de nouveaux programmes d'actions et projets sur les zones de Matam et de Saint Louis, en association avec d'autres associations comme l'ADOS, le GRDR, ou le GRET, sur les thématiques de l'adduction d'eau, de l'éducation, du tourisme solidaire, ou encore de l'environnement.
- L'amélioration des outils de suivi et de mesure des projets.
- La coopération avec Tidjikja en Mauritanie.
- La finalisation d'un livre blanc sur 15 ans de coopération.

Le Partenariat, c'est aussi et surtout un travail d'équipe : environ 30 salariés, des administrateurs, des personnes ressources, des militants et des partenaires. Aujourd'hui, nous pouvons tous les associer dans nos plus vives félicitations pour tout le travail accompli... Bonne lecture !

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION :

Historique :

Le Partenariat est une association de développement créée en 1981. Ses domaines d'actions concernent :

- D'une part, le champ de la coopération internationale au Sénégal et au Maroc, en articulant ses programmes dans le cadre de la coopération décentralisée des collectivités, ainsi qu'en mobilisant des partenaires publics ou privés,
- D'autre part, l'éducation au développement : grâce au centre GAÏA elle sensibilise les élèves de Lille et du Nord-Pas de Calais à la citoyenneté internationale. Chaque année, ce centre permet de sensibiliser près de 10.000 personnes.

Nos objectifs :

- Promouvoir le développement des territoires et des populations du Sud.
- Susciter et encourager les échanges et les coopérations entre le Nord et le Sud.
- Pratiquer et promouvoir l'éducation au développement et à la citoyenneté internationale.

Nos valeurs :

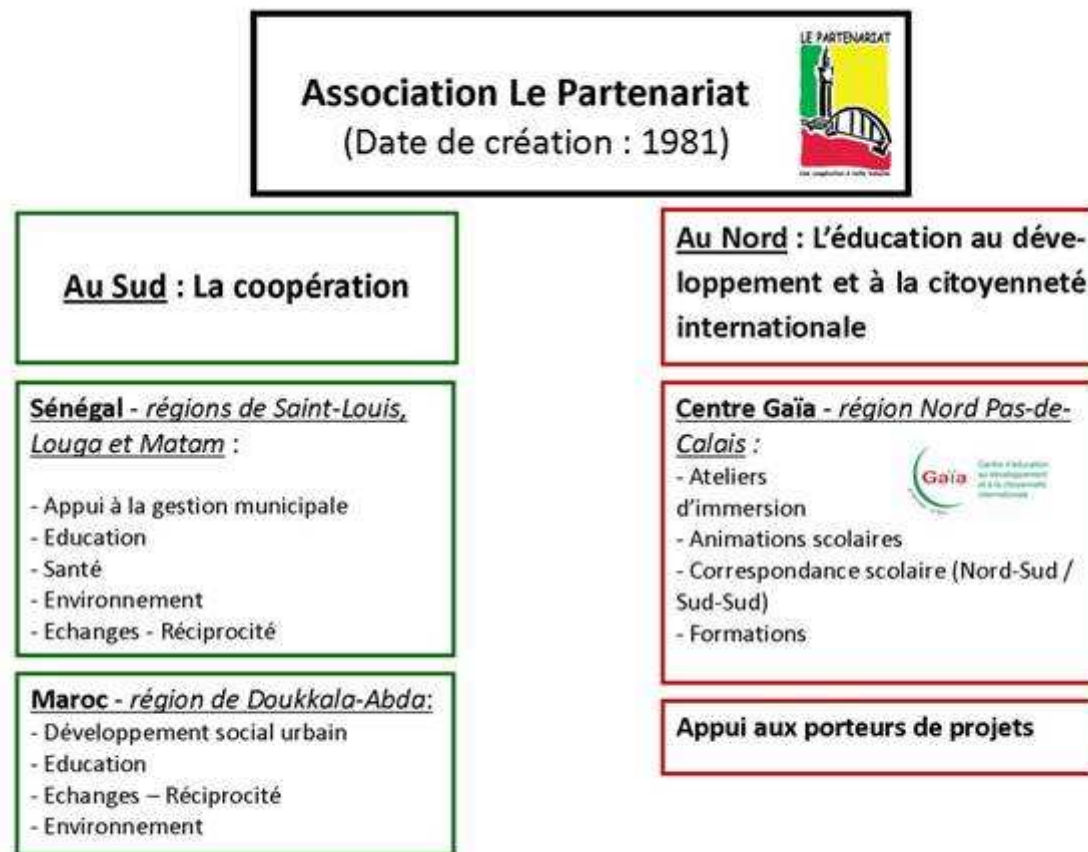
Depuis sa création, l'Association prône une coopération à taille humaine, respectueuse de chacun, de sa dignité, de ses particularités et de ses valeurs. Elle développe ses actions dans un esprit de partenariat et de réciprocité, en travaillant ensemble à l'amélioration des conditions de vie des populations concernées.

Nos principes :

- Démarche participative / Concertation
- Soutien des dynamiques locales
- Travail en réseau
- Autonomisation de nos partenaires
- Mobilisation et articulation des ressources locales (humaines, techniques, financières, etc.)

Une équipe de salariés, de personnes ressources et de stagiaires :

Afin de veiller au développement qualitatif et quantitatif des activités menées par l'Association, en perpétuant son esprit, sa philosophie et ses objectifs, une équipe composée de personnes ressources, de vingt-sept salariés (9 en France, 15 au Sénégal et 3 au Maroc), et de stagiaires travaille en concertation et en complémentarité.







LE POLE COOPERATION

Présentation :

Le Partenariat développe ses programmes au Sénégal et au Maroc en agissant, d'une part en tant qu'opérateur des coopérations décentralisées des collectivités locales des régions Nord-Pas de Calais, de Saint-Louis et de Doukkala-Abda, et d'autre part comme Organisation Non Gouvernementale en mobilisant des fonds d'origines publique ou privée.

Une méthodologie :

Le Partenariat prône une démarche d'intervention bien spécifique :

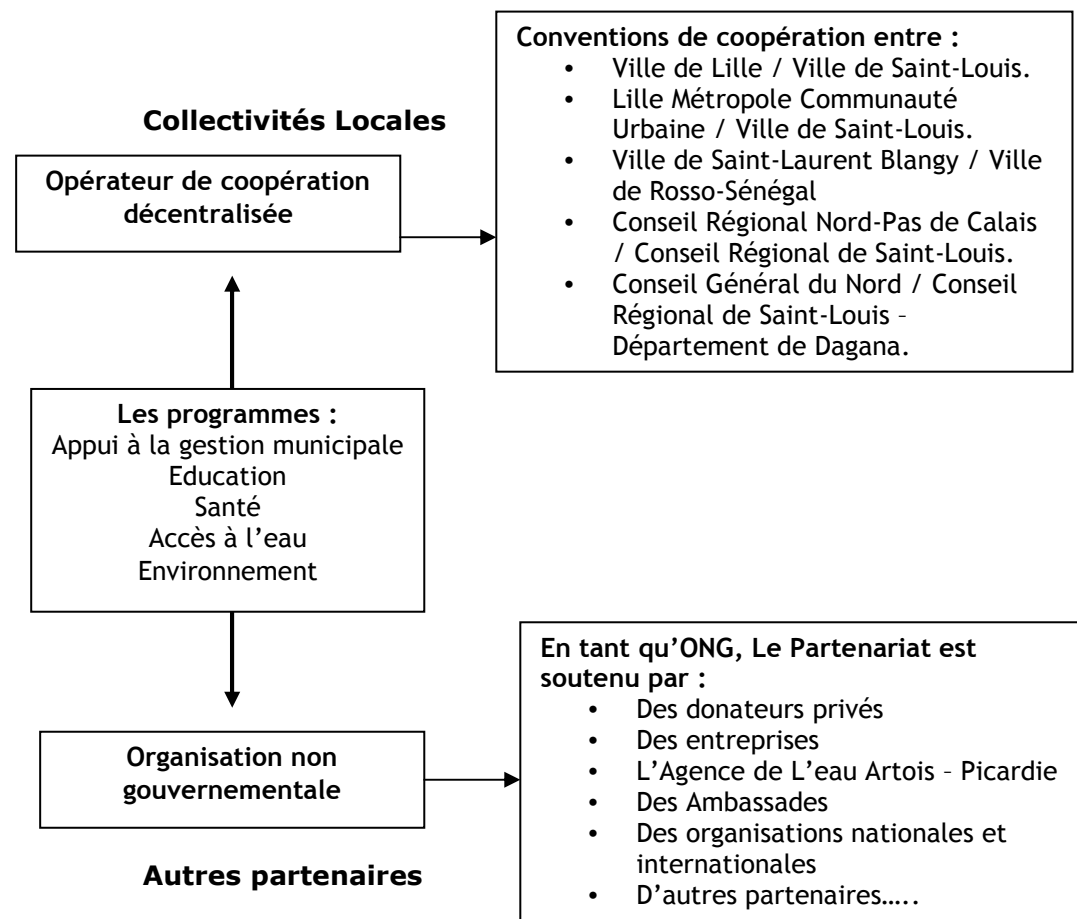
- Diagnostic concerté des besoins et des réponses, évaluation ;
- Réalisation :
 - o Des programmes placés sous la maîtrise d'ouvrage des collectivités locales ;
 - o Responsabilisation et mobilisation des compétences des structures locales ;
 - o Renforcement de capacités des partenaires locaux (dans le cadre de la décentralisation) ;
 - o Promotion de la démocratie participative ;
- Evaluation.

Une action à long terme :

La coopération, afin de réaliser son objectif de structuration des acteurs locaux, a besoin d'être engagée sur du long terme. Comme tout processus, il y a des évolutions dans les relations et les actions qui se développent entre les partenaires, mais toujours ce besoin de continuité.

Le Partenariat mobilise une équipe permanente dans chaque pays de son intervention : France, Sénégal et Maroc. En outre, cela permet de créer du lien et faciliter les relations entre les acteurs.

TITRE 1 COOPERATION AVEC LE SENEGAL



I. Les programmes de coopération décentralisée

La mise en œuvre de ces programmes se fait dans le cadre des conventions de coopération entre les collectivités locales de la région du Nord-Pas de Calais avec leurs homologues de la région de Saint-Louis. Les activités développées sont issues d'un plan d'actions tri annuel 2007-2009 cofinancé par le Ministère des Affaires Etrangères Français, et 2008 correspondait à la première année de réalisation.

Trois axes d'intervention ont été définis :

- L'appui à la gestion urbaine,
- L'appui au secteur de l'éducation
- L'appui au secteur de la santé et de l'action sociale.

Volet 1 : Appui à la gestion urbaine :

Région de Saint-Louis :

Le Programme d'Appui à la Gestion Urbaine mis en œuvre en région de Saint-Louis a pour objectif de renforcer les capacités et les moyens de gestion des collectivités, et de promouvoir un développement local participatif basé sur la concertation et l'approfondissement du dialogue entre la société civile et les collectivités locales.

Les bénéficiaires du Programme d'Appui à la Gestion Urbaine sont certes les élus et les agents techniques locaux, mais aussi et surtout les organisations de la société civile (GIE, GPF, Conseils de Quartiers, ONG locales...).

Modalités de partenariat et d'intervention :

Les acteurs de ce programme sont :

- ✓ Partenaires financiers : Coopérations = Région Nord Pas de Calais/Région de Saint-Louis ; Conseil Général du

Nord/Collectivité Locales du Département de Dagana ; Ville de Saint-Laurent-Blangy/Ville de Rosso Sénégal

- ✓ Maîtrise d'Ouvrage : Agence Régionale de Développement de Saint-Louis
- ✓ Maîtrise d'œuvre : Le Partenariat ;
- ✓ Maîtrise d'œuvre déléguée : ONG, bureaux d'études et prestataires locaux, mobilisation de stagiaires sur des périodes de courtes durées.

Une convention opérationnelle de trois ans « Appui à la Gestion Urbaine » est signée entre l'ARD et le Partenariat. Le programme concentre sa mise en œuvre dans les communes de Rosso Sénégal, Podor, Niandane et Dagana.

1. Appui institutionnel aux Communes de la région de Saint-Louis

Activité 1.1 : Appui à mise en œuvre des Plans d'Investissement Communaux

Lors des précédentes années, le programme avait conduit à l'élaboration des plans d'investissement (PIC) de sept communes de la région de Saint-Louis, l, la dotation d'outils de communication, et la mise en œuvre de projets d'accroche.

Trois communes – Podor, Niandane et Rosso – ont été ciblées pour approfondir les activités. Pour 2008, cela a consisté à :

- L'installation et l'appui des comités de suivi des communes de Podor, Rosso et de Niandane.
- Le démarrage de la mise en place des comités de suivi dans les collectivités restantes (Dagana, Rosso, Richard Toll, Golléré, Ndioum).
- La réalisation d'une base de données des



partenaires et programmes existants (en étroite collaboration avec l'ARD qui détient une grande partie de ces informations), afin d'informer les collectivités locales sur les dispositifs et les programmes existants, ainsi que les sources de financements possibles.



- La préparation d'un Forum des partenaires dans les Communes de Niandane et Podor.
- L'organisation d'ateliers de concertation sur la mobilisation des ressources locales (Niandane et Podor).
- L'appui au projet Collecte Evacuation Traitement des Ordures Ménagères

Activité 1.2 : Renforcement de la capacité des élus et agents techniques locaux



- Plan d'Action Régional de Formation :

En lien avec l'Agence Régionale de Développement et les collectivités, le PAREF 2008-2009 a été élaboré. Les élus et les techniciens municipaux ont reçu une première formation sur la connaissance de leur cadre d'intervention et sur les

compétences nécessaires à leur fonction afin d'approfondir l'appropriation de leur rôle. Pour l'an prochain, il s'agira d'organiser les sessions en mobilisant des prestataires de service sur d'autres thématiques identifiées (maîtrise d'ouvrage des CQ, fiscalité locale...).

- Equipeement informatique à Rosso :

La municipalité ne disposait à l'origine que d'un seul ordinateur. Une première dotation en équipement avait eu lieu suite à ce

constat. Cette année, deux imprimantes, un climatiseur, des onduleurs et du matériel réseau ont été achetés pour faciliter le travail administratif. Un soutien financier a permis la prise en charge des frais liés à Internet, ainsi que l'entretien des matériels.

Activité 1.3 : Appui à l'instauration et à l'animation de conseils de quartier

Ayant pour mission de promouvoir le développement communautaire à l'échelle quartier en relation avec les acteurs locaux, le Conseil de Quartier constitue un espace de concertation, de mobilisation des ressources ainsi que de mise en cohérence des actions et des acteurs autour des problématiques de développement du quartier.

- Mise en place de 10 nouveaux conseils de quartier :

Quatre nouveaux conseils de Quartier ont pu être officialisés à Niandane ainsi que six à Podor.

- Elaboration de 10 plans de développement de quartier :

Suite à la mise en place de ces conseils de quartier, des ateliers de planification stratégiques ont eu lieu et ont permis la rédaction de 10 plans de développement de quartier.

- Renforcement des capacités des conseils de quartier :

Le renforcement des capacités des Conseils de quartier se matérialise à la fois par le processus d'accompagnement de leur mise en place des, mais aussi par la recherche de réponse aux besoins exprimés par les différents membres. En ce sens, trois séries de formations ont été menées en 2008 dans les Communes de Niandane, Podor et Rosso, autour des thématiques suivantes :

- Méthodologie de recherche de financements et montage des projets communautaires,
- Gestion financière des micros projets communautaires,
- Dynamique institutionnelle et gouvernance organisationnelle des Conseils de Quartier.

- Ouverture de points focaux :

Les conseils de quartier de chaque commune ont constitué un collectif qui s'est regroupé autour d'un point focal. Il représente un lieu de rencontre et un cadre de concertation pour la population et en particulier les leaders des associations de quartiers. Des bureaux ont été mis à la disposition des Conseils de quartier par les municipalités de Rosso, de Niandane et de Podor et le programme a permis un équipement en matériel bureautique (mobilier, informatiques...) de ces différents points focaux.

Activité 1.4 : Mise en place d'un fonds de développement local

Le fonds de développement local (FDL) est cofinancé par chaque commune et le programme de coopération. Il vise à subventionner à l'échelle des quartiers des projets sociaux à finalité communautaire, sans but lucratif, portés par des structures collectives inscrites dans le territoire d'intervention d'un conseil de quartier. De ce fait, son ambition est de promouvoir et de faire prévaloir la logique communautaire dans la gestion et l'initiation d'actions de développement.

Les démarches entreprises ont concouru à ancrer le dispositif au niveau des trois communes et à le formaliser :

- Suite à des ateliers de concertation et de partage, des termes de références validés par la Commune, le Trésor Public et les partenaires techniques ont été rédigés,
- Un circuit de demande de financement a été élaboré,
- Des critères d'éligibilité des dossiers ont été rédigés,
- Une convention a été signée entre le Partenariat et les communes pour la gestion et le plan de financement du fonds.

Des plaquettes de vulgarisation du dispositif FDL ont été élaborées pour chacune des trois collectivités et ont été distribuées lors des rencontres avec les associations de la Commune. Elles présentent les porteurs et types de projets éligibles, les instances, les démarches à entreprendre et quelques

exemples de projets. Des focus groupe avec les organisations communautaires de base ont été organisés dans les quartiers ainsi qu'un appui aux porteurs de projets dans le montage de leurs dossiers par la Cellule Appui Conseil.

Durant cette année, neuf projets de quartier ont pu être financés :

- A Podor :

- o Amélioration du cadre de vie à Lao Demba,
- o Acquisition de matériels de ramassage et de conditionnement des ordures ménagères, quartier de Thioffy
- o Reboisement du quartier de Bir Podor,
- o Réhabilitation de la place publique,
- o Désensablement des rues de Mbodjene.



- A Niandane :

- o Amélioration de la mobilité des populations
- o Aménagement d'un bassin et achat d'une motopompe pour l'assainissement des rues de Thially,
- o Appui à l'éducation des enfants à Fass,
- o Reboisement d'eucalyptus sur les berges du fleuve,
- o Projet de gestion des ordures ménagères à Aînumady.

2. Appui institutionnel aux collectivités locales du Département de Dagana

Activité 2.1 : Mise en place d'un Cadre de Concertation Départemental des collectivités

Au Sénégal le département est une circonscription administrée par le Préfet, et non une collectivité locale. La mise en place et la consolidation d'un Cadre de Concertation des Collectivités du Département de Dagana doit permettre d'instaurer un interlocuteur institutionnel, et répond à un triple objectif :

- Structurer les collectivités locales à l'échelle du Département, afin de faciliter la communication et la concertation entre elles et avec leurs partenaires du nord.
- S'inscrire dans un processus progressif de responsabilisation des acteurs locaux, en permettant aux différents acteurs d'échanger et d'aborder les problématiques liées à la décentralisation, à la gestion et à la mise en œuvre des politiques publiques locales.
- Etre le lieu d'identification des besoins en formation des élus locaux, une priorité du gouvernement du Sénégal.

Le Cadre de Concertation est constitué des représentants élus – Maires et Présidents de Communautés Rurales – des techniciens des collectivités, et des services techniques déconcentrés, des 7 collectivités locales.

En lien avec l'Agence Régionale de Développement, des Termes de Référence du Cadre de Concertation ont été élaborés puis transmis pour validation à tous les partenaires. Le document définit par ailleurs les modalités de fonctionnement du Cadre : ses membres, ses invités, son animation, ses procédures, mais également les premières actions qui ont été mises en œuvre en 2008 :

- La réalisation d'un diagnostic institutionnel et des besoins des collectivités.
- L'élaboration d'un plan d'actions.
- L'organisation de journées thématiques d'échange.

Création d'un point focal du Cadre de Concertation :

La mise en place d'un point focal s'inscrit dans un contexte de pérennisation et de formalisation du cadre. Il fera office de secrétariat permanent.

En collaboration avec le Préfet du Département de Dagana, un local a été identifié dans les anciens locaux de la mairie de Richard Toll. Un arrêté d'affectation libère ce local au profit du cadre de concertation. Des travaux de réhabilitation et d'équipement nécessaires à son ouverture ont été entamés.

Activité 2.2 : Renforcement des capacités des élus et des techniciens des Communes et des Collectivités rurales

Organisation de journées thématiques Education et Santé :

Les collectivités locales doivent travailler en étroite collaboration et avec l'appui des services de l'Etat, mais le manque de concertation est un important facteur de blocage. Des journées thématiques éducation et santé ont été réalisées afin :

- D'informer les collectivités sur leurs compétences et de renforcer leur capacité sur leur rôle et missions dans les secteurs de l'Education et la santé,
- D'identifier les orientations prioritaires en matière d'éducation et de santé afin que les élus puissent élaborer les plans d'actions,
- D'initier une concertation entre les collectivités et les services de l'Etat (ces journées pourront être reconduites chaque année).

Les réunions ont permis une implication accrue des collectivités locales dans la définition des plans d'actions thématiques.

Renforcement des capacités des élus et des techniciens des Communes et Collectivités rurales

Le diagnostic institutionnel a révélé que les collectivités locales ont un niveau d'équipement en NTIC et un niveau de maîtrise des outils plus ou moins faible. Une formation de 12 jours

permettant de se familiariser à l'outil informatique a été organisée en juillet 2008, pour tous les élus locaux.

Pour la deuxième année, l'équipement des maisons communautaires / hôtel de ville en connexion Internet et en fax/imprimante apparaît comme prioritaires pour améliorer le niveau d'accès des collectivités locales au NTIC. Le renforcement des capacités en informatique des élus et des techniciens locaux demeurent également une impérieuse nécessité.

Saint-Louis du Sénégal

1. Appui institutionnel et technique à la conduite et la mise en œuvre de l'Agenda 21 local

Action 1.1 : Appui à la réalisation de projets démonstratifs et fonds de développement durable

Trois thématiques prioritaires ont été identifiées dans l'Agenda 21 Local de la ville de Saint-Louis, l'assainissement, la pêche et la santé. Dans l'objectif d'améliorer le cadre de vie des habitants, des projets innovants et démonstratifs en matière de développement durable ont été mis en place.

- *Projet Démonstratif 1* : Renforcement en matériel au projet du site de transformation construit pour les femmes transformatrices de Guet Ndar.



- *Projet Démonstratif 2* : Renforcement matériel de l'unité fonctionnelle de transformation de Goxumbacc.
- *Projet Démonstratif 3* : Equipement des femmes vendeuses de poissons au marché de Sor et sensibilisation au développement durable.

Parallèlement et en reprenant les bases du fonds de développement local préalablement mis en place, un fonds de développement durable a été institué. Il a vocation à financer des projets à dimension socio communautaires à composante environnementale.

Durant la première année du programme, les activités ont consisté à prospecter et à identifier les initiatives innovantes ou valorisantes en faveur d'une rationalité écologique. Suite à des travaux de recherche, des missions, des rencontres, et des visites, différentes possibilités ont été répertoriées :

- *Axe Assainissement* : mise en place du tri sélectif, récupération des déchets, et ainsi concevoir la valorisation des déchets comme pilier d'une croissance verte.
- *Axe Santé* : tables de microjardinage urbain, séchoir solaire, pour garantir la sécurité alimentaire.
- *Axe Pêche* : utilisation de combustibles alternatifs / équipement de production de biogaz, charbon vert, pour préserver la santé des femmes transformatrices et l'environnement (lutte contre le déboisement).

Action 1.2 : Développement d'outils et campagnes de sensibilisation / communication auprès des habitants

Une plaquette de promotion de la démarche du FDD, notamment concernant les financements alloués aux porteurs de projets a été élaborée. Elle doit encore être diffusée auprès de la population à travers notamment les conseils de quartiers. Les porteurs de projets engagés dans une démarche communautaire de développement durable seront ainsi avisés et pourront dès lors solliciter la municipalité pour obtenir un appui financier.

En parallèle des campagnes de sensibilisation sur des thèmes stratégiques (eau, déchets, éclairage public,...) seront animées par les conseils de quartier.

Action 1.3 : Capitalisation

La démarche Agenda 21 est peu développée en Afrique de l'Ouest. La Ville de Saint-Louis fait figure d'exemple au niveau national et sous-régional pour ses démarches innovantes notamment en termes de démocratie participative. Elle a été l'une des premières villes d'Afrique de l'Ouest à se doter de cet outil en 2006.

Pour valoriser cette image et diffuser les méthodes acquises à Saint-Louis, un travail de capitalisation est mené depuis mi 2008. Il sera finalisé au 2^{ème} trimestre 2009 et permettra par ailleurs de démarcher de nouveaux partenaires pour la mise en œuvre des projets démonstratifs.

2. Appui à la promotion de l'économie urbaine

L'objectif est de promouvoir le développement du tissu économique de la ville, en misant sur l'amélioration de l'attractivité du territoire communal à l'investissement, le soutien aux initiatives de bases et enfin, la mobilisation des ressources locales, notamment la fiscalité.

L'équipe de l'Agence de Développement Communal a été renforcée avec le recrutement d'un chargé de programme pour le PEU. Une prise en charge salariale dégressive est prévue par le programme de coopération sur les trois ans. La municipalité reprendra au fur et à mesure la charge de la pérennisation du poste.

De mai 2007 à décembre 2008, les activités ont principalement porté sur la réalisation d'un diagnostic de l'économie urbaine de Saint-Louis et la définition de plans d'action. Le processus de concertation a été marqué par une démarche participative à travers notamment la mobilisation des services techniques spécialisés en économie locale (Commerce, Trésor, Impôt et Domaines...), de leaders d'organisations (pêcheurs, mutuelles,

artisans...) et de deux consultants qui ont accompagné les responsables du programme. Les thèmes soulevés ont été :

1. Outil de promotion du territoire
2. Information économique
3. Soutien aux filières porteuses
4. Fiscalité locale.

- En parallèle de ces actions, un *Forum de la jeunesse pour l'emploi et la formation des jeunes* a été organisé le 17 janvier 09. Il faisait suite à une demande municipale. L'objectif principal du forum était de produire un document visant à servir de cadre de référence aux institutions, à la jeunesse de la ville, aux acteurs sociaux et organismes qui souhaitent apporter leur appui et s'impliquer pleinement dans la recherche de solutions aux problèmes des jeunes.

3. Renforcement des outils de démocratie participative et de citoyenneté active

La stratégie du PRADEQ vise la constitution de vingt conseils de quartier à l'échelle de La ville de Saint-Louis. A travers le Programme de Renforcement et d'Appui au Développement des Quartiers, trois objectifs sont poursuivis :

- La promotion de la démocratie locale,
- L'éducation à la citoyenneté,
- La lutte contre la pauvreté.

Au cours de la première année, 3 quartiers ont été dotés de Conseils de Quartiers : Pikine I, Pikine II et Pikine III. Cette action est mise en œuvre en 5 étapes :

- Phase d'information et de sensibilisation
- Recensement des structures associatives et personnes ressources
- Focus-groupe
- Mise en place du Conseil de Quartier.
- Elaboration du Plan de Développement du Quartier (PDQ).

Il reste aujourd'hui cinq conseils de quartier à mettre en place en vue de couvrir toute la ville.

Parallèlement, une démarche de pérennisation de ces conseils de quartier a été amorcée à travers :

- Le versement d'une subvention d'appui au fonctionnement des Conseils de Quartier par la Commune de Saint-Louis,
- La réalisation d'un diagnostic institutionnel participatif des Conseils de Quartiers par un consultant (2007),
- L'appui au renouvellement du Bureau des Conseils De Quartiers
- L'appui à la mise à jour des Plans de Développement de Quartiers, et l'appui aux commissions thématiques des Conseils de Quartiers pour l'élaboration de plans d'actions,
- La préparation d'un atelier de concertation entre la Commune de Saint-Louis et les Conseils de Quartiers sur les résultats du diagnostic participatif,
- La mobilisation de partenaires par l'Agence de Développement Communal autour du renforcement.

4. Appui au bureau du Patrimoine



L'île de Saint-Louis est classée au Patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2000. Partant, Lille Métropole Communauté Urbaine et la ville de Saint-Louis ont décidé d'axer leur coopération autour de quatre thématiques se rattachant à cette spécificité :

- Gestion et aménagement du patrimoine bâti et des espaces publics.
- Planification urbaine et système d'information géographique.
- Communication et sensibilisation des populations au patrimoine.
- Amélioration du cadre de vie.

Le Partenariat a la charge du suivi global / coordination du programme sur Saint-Louis, ainsi que de la mise en œuvre du troisième volet.

Action 4.1 Assistance technique auprès de la commune de Saint-Louis.

Malgré l'importance de la thématique patrimoniale et la nécessité de suivre la mise en œuvre du Plan de Sauvegarde, aucune compétence architecturale n'était disponible à Saint-Louis, ce qui représentait un frein à la mise en œuvre du programme et plus globalement à la définition d'une politique locale de protection du patrimoine bâti.

Le programme a permis la prise en charge d'un architecte-conseil ayant pour missions de :

- Mener à bien un projet pilote de réhabilitation (Maison du Patrimoine),
- Appuyer le Bureau du Patrimoine dans ses missions (mise à jour de la base de données des bâtiments, appui, suivi et contrôle des travaux et chantiers sur l'île)
- Apporter un appui technique à l'équipe locale concernant la réflexion sur les espaces publics et sur les projets urbains en cours.

Le Partenariat assure le suivi administratif de l'architecte, ainsi que de ses missions.

Action 4.2 Actions de communication et de sensibilisation sur le patrimoine auprès de la population

Ce volet a pour objectif une appropriation locale de la protection du patrimoine bâti. Il est orienté en direction des populations de l'île Saint-Louis et se base sur différentes actions :



- Des activités de sensibilisation directe auprès de 5 écoles, des associations sportives et culturelles et des conseils de quartier de la ville.
- La production d'outils de communication diffusés à large échelle.
- L'appui / conseil aux porteurs de projets de construction ou de réhabilitation sur l'île Saint-Louis.
- Un atelier de sensibilisation des élus et techniciens locaux.

Volet 2 : Appui à la maîtrise d'ouvrage en matière d'éducation :

Depuis 1999 le programme d'animation scolaire est étendu à la région de Saint-Louis, il s'inscrit dans le cadre de la convention de coopération entre le conseil Régional de Saint-Louis, la Région Nord-Pas de Calais et le Conseil Général du Nord, et entre les villes de Saint-Laurent-Blangy et de Rosso Sénégal. Le programme intervient dans les collèges et lycées de la région.

Le Conseil Régional de Saint-Louis est maître d'ouvrage du programme. L'Inspection d'Académie de Saint-Louis et les Inspections Départementales apportent un appui technique pour la mise en œuvre.

Les orientations pour le programme en cours sont :

- L'appui à l'amélioration des conditions d'accès (construction / Réhabilitation / Equipement),
- L'appui aux conditions de concertation et de gestion du système éducatif,
- L'appui au renforcement de capacités.



1. Amélioration des conditions d'accès

Action 1.1 : Accessibilité

Sur la base du travail d'identification mené par les cadres de concertation et en accord avec le comité mixte réunissant les deux Conseils Régionaux, des projets d'infrastructures et d'équipement sont financés par le programme :

- Construction de salles de classes,
- Réhabilitation d'infrastructures,
- Equipement.

Les actions sont déléguées à des comités de suivi de projets qui mobilisent le principal, l'association des parents d'élèves, les collectivités locales, les Inspections Départementales.

Chaque investissement est cofinancé à hauteur de 10% par la population et les collectivités. Les chantiers réalisés au cours de l'année 2008 ont été les suivants :

- ✓ Construction d'*1 bloc Sanitaire et extension bloc administratif* au CEM de RAO
- ✓ Construction de *2 salles de classe* au CEM Télémaque SOW
- ✓ Construction de *2 salles de classe* dans le collège de Rosso – Sénégal
- ✓ Construction de *2 salles de classe* au collège 3 de Richard-Toll
- ✓ Construction de *2 salles de classe* au collège de Ross-Bethio
- ✓ Construction de *2 salles de classe* au collège de Makha Diama
- ✓ Construction de *2 salles de classe* au CEM de Ndioum
- ✓ Construction de *2 salles de classe* au CEM de Galoya

Action 1.2 : Dotation en fournitures et matériels pédagogiques

Cette année, le programme de coopération avec Rosso Sénégal a permis :

- *L'appui en fournitures scolaires* pour les écoles à la rentrée 2007 :

Quatre écoles de Rosso ont pu bénéficier d'une dotation en livres scolaires. Tous les manuels ont été acquis au Sénégal et correspondent à ceux conseillés par le Ministère Sénégalais de l'Education Nationale. Un système de prêt de manuel aux élèves a été mis en place.

- *L'équipement en ordinateurs et imprimantes* des écoles 1 et 2 de Rosso :

Les Ecoles 1 et 2 de Rosso, très impliqués dans la correspondance scolaire ont été identifiées avec la commune pour bénéficier d'une dotation en matériel informatique. Il permet d'initier les élèves à l'informatique et notamment à l'utilisation d'Internet. Les enseignants de ces 2 écoles ont bénéficié d'une formation lors de la mission informatique de la Ville de Saint-Laurent-Blangy.

2. Appui au condition de concertation et de gestion du secteur

Action 2.1 : Appui aux cadres de concertation

Cette année 2008 a conduit à la formalisation des cadres de concertation départementaux et régional du secteur. Leur objectif principal est de rendre cohérentes et pertinentes les activités menées en faveur des collèges et lycées, par la mise en place d'organes d'échanges, de concertation et de coordination des activités portées par les collectivités locales, les services déconcentrés, les ONG et les associations.

Il s'agit plus précisément de :

- Evaluer les besoins et les actions à mettre en œuvre à l'échelle des départements,
- Proposer un lieu d'échanges et de médiation entre les différents acteurs,
- Proposer des actions et des stratégies de mise en œuvre en faveur de l'amélioration des conditions d'enseignement,
- Responsabiliser les acteurs locaux (élus, services déconcentrés, société civile, etc.) dans l'exécution et le suivi des actions,
- Contribuer à la reconnaissance et la légitimité des nouvelles prérogatives et domaines de compétence des collectivités locales dans le cadre de la décentralisation,
- Contribuer à la mise en place du processus de planification et de développement au niveau local.



Action 2.2 : Appui à l'élaboration de la carte scolaire numérique

Un recensement des établissements moyens, secondaires et professionnels et des structures annexes de la région de Saint-Louis, réalisé par le Partenariat et l'Inspection d'Académie a été consigné dans un outil informatique intitulé « une carte scolaire de la région de Saint-Louis ». Cet outil de planification pour les instances responsables de l'Education a été mis à la disposition du conseil Régional, de l'Inspection d'Académie de Saint-Louis et du Ministère de l'Education. La Cellule Informatique du Ministère de l'Education (CIME) va appuyer l'IA pour l'améliorer.

L'objectif de la carte est de :

- Planifier et suivre les investissements nécessaires et les équipements à prévoir dans les établissements scolaires concernés.

- Proposer un état des besoins actualisé aux différents partenaires de l'IA permettant une bonne complémentarité et visibilité des interventions extérieures.
- Disposer d'un outil de connaissance et de maîtrise du territoire permettant un meilleur pilotage de la part de l'IA.

Les données seront dorénavant collectées chaque année par l'Inspection d'Académie auprès de tous les établissements, et ensuite saisies dans la base de données :

- Informations nécessaires à la gestion du secteur dès la rentrée,
- Mise à disposition des informations aux partenaires extérieurs.

Volet 3 : Appui à la mise en œuvre d'une politique de santé :

Depuis 2007, le programme de santé adopte une démarche plus proche des populations, cherchant à favoriser l'émergence de processus participatifs et la mise en place de réseaux communautaires.

Les activités du Programme s'intègrent à la fois dans les Plans Opérationnels des Districts qui mettent en œuvre les PRDS (Plans Régionaux de Développement Sanitaire) et dans les plans d'investissement communaux et ruraux.

Les thématiques d'intervention sont axées sur les principaux problèmes de santé de la Région de Saint Louis à savoir :

- Santé de la reproduction / Nutrition
- Paludisme / Bilharziose
- IST / Sida
- Accessibilité aux soins
- Les personnes en situation de handicap moteur

Les orientations du programme sont :

- L'appui à l'amélioration des conditions d'accès (construction / Réhabilitation / Equipement),
- L'appui aux conditions de gestion du secteur et renforcement de capacités,
- L'appui aux démarches de santé communautaire,
- L'appui aux personnes handicapées moteur.

1. Amélioration des conditions d'accès

Sur la base du travail d'identification mené par les cadres de concertation et en accord avec le comité mixte réunissant les deux Conseils Régionaux, des projets d'infrastructures et d'équipement sont financés par le programme :

- Construction,
- Réhabilitation d'infrastructures,
- Equipement.

Les actions sont déléguées à des comités de suivi de projets qui mobilisent l'ensemble des acteurs locaux. Chaque investissement est cofinancé à hauteur de 10% par la population et les collectivités.

En 2008, les projets d'investissement financés ont été les suivants :

- Réhabilitation du logement de l'infirmier chef du poste et du bloc sanitaire du poste de santé de Santhiaba.
- Réhabilitation de la case de santé de Kharé (communauté rurale de Gaé).
- Réhabilitation du poste de santé de Niassanté.



- Construction du poste de santé de Rosso Peulh.
- Equipement et réouverture du dispensaire de santé de Podor.

2. Appui aux conditions de gestion du secteur et renforcement des capacités

Action 2.1 : Appui à l'élaboration d'une carte sanitaire numérique

A la demande du District Sanitaire et sur la base des expériences menées par le Partenariat dans les Districts de Podor et de Saint-Louis, la mise en place d'une carte sanitaire a été étudiée. Les objectifs sont ici :

- Identifier les priorités d'intervention,
- Assurer un meilleur suivi et une meilleure gestion des données concernant les équipements.

La carte sanitaire sera à la disposition des deux districts sanitaires du département. Elle pourra servir de base à l'élaboration du budget annuel des districts sanitaires. La mise à jour se fera annuellement grâce aux données récoltées lors des supervisions.

Action 2.2 : Appui à la supervision et formation des personnels de santé

- Appui à l'organisation des journées de micro-nutriments (Du 23 au 30 juin 2008),
- Organisation des séances foraines de Consultation Périnatales (19, 26 et 30 juin) santé de la reproduction accompagnée d'un assistant social. A cette occasion, les femmes consultées pouvaient bénéficier d'un dépistage VIH.
- Formation des Agents de Santé Communautaires en hygiène hospitalière 25 agents ont bénéficiés de cette formation organisée le 21 juin en partenariat avec le Médecin Chef Adjoint et le Médecin de la Sous-Brigade d'hygiène de

Dagana et sur le thème de l'hygiène corporel et vestimentaire, les infections nosocomiales, les déchets biomédicaux et le lavage des mains.

- Formation des ICP du District Sanitaire en Informatique

L'Etat a prévu de doter tous les postes de santé de matériel informatique pour améliorer les conditions de gestion. Une demande a été formulée pour former les ICP à l'utilisation du matériel informatique et les logiciels de base (word, excel).

Un prestataire a été identifié en concertation avec le district sanitaire et a réalisé la formation au Centre de santé sur les machines qui seront ensuite distribués aux ICP. Le District sanitaire et le Comité de Santé du District Sanitaire a assuré la restauration et l'hébergement de tous les ICP durant la formation.



3. Promotion et appui aux démarches de santé communautaire / Santé de la reproduction

Cette action a été orientée vers un renforcement des activités mises en œuvre l'année passée. Elle avait pour objectif d'améliorer la connaissance des jeunes de Dagana dans le domaine de la Santé de la Reproduction.

- Formations : Du 11 au 13 avril, 5 personnes de la Commission Santé de la Reproduction et 15 élèves ont été formés.
- Radio-crochets : 4 radio-crochets ont été organisés, les séances ont eu lieu lors des journées d'ouverture des foyers de chaque établissement. Les questions, élaborées par les assistants sociaux sous forme de jeu de culture générale,



portaient sur l'ensemble des thèmes de la Santé de la Reproduction. Des lots de récompense étaient distribués aux vainqueurs.

- Tournoi Génie en Herbe : Ce tournoi, organisé d'avril à mai, il a permis de mobiliser plus de 200 élèves. A travers les questions, des informations concernant la Santé de la Reproduction ont pu être diffusées auprès des jeunes.
- Dépistage volontaire : Un dépistage volontaire a été organisé lors de la journée culturelle du lycée de Dagana (12 avril), avec le soutien de 2 assistants sociaux. 17 élèves ont souhaité procéder au test.
- Organisation d'une conférence sur les grossesses précoces : Cette conférence a été organisée le 16 mai avec 2 assistants sociaux, un représentant du District Sanitaire et une sage femme auprès des élèves du Centre de Formation Professionnel Féminin de Dagana.

4. Appui aux personnes handicapées

Le programme d'action sociale vise, dans les départements de Saint-Louis et de Dagana, à améliorer la prise en charge des personnes handicapées motrices sur les plans sanitaire et médical, économique, social.

Action 4.1 : Appui au Cadre de Concertation départemental

La réunion du cadre de concertation départemental qui a eu lieu en Avril 2008 a abouti à l'élaboration du Plan d'Action en faveur des personnes handicapées portant sur :

- Projets d'insertion socio-économiques,
- Formation, scolarisation et placement en apprentissage,
- Appui institutionnel aux associations,
- Coordination des activités.

Action 4.2 : Appui à la mise en œuvre du plan d'action issu du cadre de concertation

- Appui au renforcement de capacités des associations : Au cours des réunions des cadres, les associations les plus demandeuses d'appui en matériel ont pu s'exprimer. La présence de tous les types d'acteurs permet d'orienter au mieux les dotations. Par ailleurs un plan de formation a été élaboré sur la base des besoins identifiés au cours des cadres de concertations et 28 personnes ont déjà bénéficié d'une



formation en élaboration et gestion de projet.

- Appui à l'insertion socioprofessionnelle de jeunes handicapés : Les associations sont responsabilisées pour identifier les jeunes bénéficiaires et les ateliers responsables de leur encadrement. Trois jeunes viennent ont été identifiés pour bénéficier de formations en Secrétariat, maintenance informatique et en Mécanique au Centre Africain de Formation en Informatique et Technique.



- Appui en matériel scolaire : Quatre-vingt-dix enfants handicapés (59 primaires et 31 secondaires) ont bénéficié d'un appui en matériels distribués par les responsables des Centres de Promotion et de Réinsertion sociale. Il s'agissait de sacs, cahiers, stylos, règles compas et équerres.

- Financements de projets socio-économiques portés par des associations : Il s'agit d'autonomiser les associations en leur permettant de se créer un « fonds de roulement » sur la base d'une activité rémunératrice. Deux associations ont bénéficié d'un appui pour mettre en place une activité génératrice de revenus à partir de location de tente et de chaises.

Action 4.3 : Appui à l'appareillage des personnes handicapées

- Mission de plaidoyer : Les missions de plaidoyer sont l'occasion de sensibiliser et d'impliquer les collectivités dans la prise en charge des personnes handicapées, mais également d'intervenir auprès des associations pour les pousser à la coordination des activités et la diffusion des informations. Elles ont eu lieu dans 11 localités.
- Mission de consultation : Les missions de consultation permettent au personnel de recueillir les besoins en prothèses et de prendre les mesures pour la fabrication. La démarche mise en oeuvre est une stratégie avancée à base communautaire, c'est-à-dire que les équipes médicales se déplacent au plus près des populations et que les consultations sont organisées par les associations. 425 Personnes ont été consultées.
- Mission d'appareillage : Les personnes qui ont bénéficié des prises de mesures sont à nouveau convoquées pour récupérer leur appareil sur la base de la même stratégie. Les techniciens réalisent les finitions sur place, consultent éventuellement de nouvelles personnes et le service régional de l'action sociale assure le suivi des personnes identifiées pour d'autres problèmes. Cette année, 31 personnes ont été appareillées.



5. Programme de santé communautaire à Saint-Louis

En 2004, la santé communautaire a été identifiée comme étant une des trois thématiques prioritaires de l'Agenda 21 de la Ville de Saint-Louis. Un état des lieux de l'ensemble des structures de santé de la ville de Saint-Louis a permis de dresser un diagnostic des besoins à l'échelle de la commune. Sur la base de ce travail, un plan d'action validé par l'ensemble des partenaires organisés en cadre de concertation locaux a été élaboré et priorisé.

Action 5.1 : Appui à la mise en oeuvre de l'Agenda 21 Local

- Etat des lieux des structures sanitaires : Début 2008, un état des lieux des 16 postes de santé du district sanitaire de Saint-Louis a été réalisé et enregistré dans une base de données. Cet outil a été diffusé à l'ensemble des acteurs de la commune afin d'identifier et de prioriser les actions à mettre en oeuvre. Une réflexion sur l'élaboration d'une carte sanitaire numérique est en cours. Elle pourrait être mise à jour lors des campagnes de supervision des structures sanitaires par les autorités.
- Mise en place du cadre de concertation communal pour la Santé : Il a pour objectif de réunir l'ensemble des acteurs du secteur de la santé autour de la commune, afin d'harmoniser les interventions de chacun. Deux réunions du cadre ont eu lieu durant la 1^{ère} année de réalisation. Elles ont permis l'élaboration d'un plan d'action communal et ont débouché sur l'identification de 2 thèmes de sensibilisation prioritaires :
 - o Le renforcement de la promotion du don du sang,
 - o La sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire.
- Renforcement de la promotion du don du sang : Dix-sept relais issus des quartiers ciblés ont reçu une formation en vue de dispenser des actions de sensibilisation. L'association



des donneurs de sang a été renforcée, une AG a été tenue, et des Cartes de membres ont été imprimées. Enfin un planning sur 6 mois (Déc 2008 – Mai 2009) de sensibilisations + collectes dans les quartiers ciblés a été élaboré.

- Sensibilisation à l'hygiène bucco dentaire : L'objectif principal étant d'améliorer l'accès aux soins dentaires, le projet comporte une

composante santé primaire avec la mise en place d'unités dentaires communautaires et une composante communautaire avec l'organisation d'ateliers de sensibilisation dans les écoles primaires de la Commune. Ainsi, Quatorze relais issus de 7 quartiers (1 relais du Conseils de quartiers + 1 relais du poste de santé) ont été formés sur ce thème spécifique ainsi que sur les méthodes de sensibilisation. Les supports de communication et la programmation des ateliers prévus dans les écoles ont été élaborés. Une réflexion sur la mise en place des unités dentaires (acheminement des chaises, équipements nécessaires, fonctionnement...) est en cours.

Action 5.2 : Appui à la structuration des acteurs à l'échelle quartier

Appui à l'élaboration des plans d'actions sanitaires : Durant cette première année, quatre commissions santé de conseils de quartier ciblés ont été appuyés, afin d'élaborer leur plan d'action. Sur cette base, trois projets de sensibilisation portés par des associations sont en cours d'élaboration : les activités ont porté sur l'hygiène bucco dentaire, le diabète, le paludisme et un appui matériel a été apporté au programme de Renforcement Nutritionnel mis en place dans les postes de santé.

Action 5.3 : Appui à la banque de sang

- Appui à l'organisation de la journée mondiale du don du sang :

Mobilisation de 6 quartiers pour l'organisation d'activités de sensibilisation telles que :

- Théâtre de rue,
- Cross de masse,
- Emissions Radios,
- Défilé dans les rues...



- Appui au renforcement de capacité de la banque de sang :

En lien avec l'Etablissement Français du Sang de Lille, le Centre Hospitalier Régional et la Commune de Saint-Louis, une mission technique a eu lieu de mai à juillet 2008. Elle a mobilisé un technicien de laboratoire du CHRU de Lille en formation en Master 2 Coopération Solidarités Internationales à l'Université d'Evry et a donné lieu à un mémoire intitulé « La disponibilité du sang en Afrique de l'Ouest, le cas de Saint-Louis du Sénégal ».



II. Les secteur ONG et Développement Durable

Lors de l'Assemblée Générale de l'Association en 2008, quatre objectifs avaient été définis :

1. Augmenter progressivement la part des fonds privés dans notre budget pour les années à venir
2. Inscrire le développement durable et la dimension environnementale dans les projets au Nord comme au Sud
3. Mettre en place des actions innovantes répondant au mieux aux besoins des populations
4. Améliorer ses pratiques en élaborant de nouveaux outils de suivi et de mesure des projets

En réponse à ces objectifs, des propositions avaient été formulées :

- Création d'une Commission Développement Durable
- Recrutement d'un chargé de projet Positionné au Sénégal et maîtrisant le développement durable
- Extension des activités sur de nouvelles zones (Matam, Louga, Mauritanie).
- Mise en place d'une cellule Tourisme Durable réunissant personnes ressources et salariés

Le secteur Organisation Non Gouvernementale

La démarche de développement de ce secteur répond au souci d'amélioration des capacités de l'association à répondre aux besoins exprimés par les populations bénéficiaires. Il s'agit de :

- Augmenter la réactivité de l'association pour répondre à des projets en plus des moyens de la coopération décentralisée ;
- Autonomiser l'association vis-à-vis des bailleurs publics ;

- Répondre aux orientations fixées par le Ministère des Affaires Etrangères.

En 2007, un chargé de programme a été recruté et l'objectif de 10 % de fonds privés a été atteint. A terme, la volonté est d'atteindre : 20, 30, 40 puis 50 % de fonds d'origine privés.

En dehors des programmes de coopération décentralisée, le Partenariat a mené ou mène les projets suivants :

1. Construction d'un collège à Thiamène – Région de Louga

En 2008, Le Partenariat a obtenu un financement du fonds social de développement de l'Ambassade de France à Dakar, pour la construction d'un collège à Thiamène dans la région de Louga.

Le projet prévoyait :

- La réalisation d'un collège de proximité intégré (la construction de quatre salles de classe, d'un bloc administratif, d'un bloc sanitaire, l'adduction d'eau et l'électrification, la construction d'un mur de clôture, l'équipement en tables-bancs, chaises, armoires, bureaux, ainsi qu'en matériel informatique et de reproduction)
- La mise en place d'un comité de gestion d'établissement (CGE) et le renforcement des capacités de ses membres en gestion et en entretien des infrastructures,
- La sensibilisation à l'hygiène et à l'eau à destination des élèves.

Le volet construction et équipement des infrastructures a été achevé en décembre 2008.



2. Adduction d'eau en milieu scolaire en Région de Saint-Louis

Le projet est soutenu par l'Agence de l'eau, Société des Eaux du Nord, le Conseil Général du Nord et la Ville de Saint-Laurent-Blangy.

Action 2.1 : Adduction d'eau dans les écoles de la région de Saint-Louis

Le projet a fourni un accès à l'eau à 10 établissements scolaires de la des départements de Dagana et de Podor situés en zone rurale ou péri-urbaine.



Des « commissions eau et hygiène » ont été instaurées dans chaque établissement d'intervention, afin d'assurer la bonne gestion des équipements hydrauliques et de leur entretien. Elles sont composées des représentants de l'Association des parents d'élèves, du Directeur et des enseignants.

2.750 élèves bénéficient de ces bornes fontaines.

Action 2.2 : Sensibiliser les élèves à l'eau et à l'hygiène

Dans chaque école où le projet est intervenu, un travail de sensibilisation autour de la thématique de l'eau et son utilisation a été mis en place. Le Partenariat a doté les écoles de matériel pour la production de dessins, poèmes, affiches, etc. Il a aussi remis du matériel pour les sensibilisations (seaux, gobelets, bouilloires, produits d'entretien). Deux animations ont marqué ces sessions de sensibilisation :

- La proposition d'activités d'animation et de projets d'accompagnements (jardin scolaire, haies vives, reboisement, etc.)
- Journées de l'Eau : les 17 et 18 avril, ces journées ont permis aux écoles de présenter au public leurs productions et de faire des animations.



Action 2.3 : Sensibiliser les populations du Nord-Pas de Calais aux différences Nord-Sud dans l'accessibilité à l'eau

- Exposition de restitution du projet « L'eau à l'école ici et là-bas » : une exposition de restitution du projet a été présentée au centre Gaïa du 6 au 20 juin 2008. L'exposition présentait 12 panneaux :
 - L'eau à l'école
 - Les objectifs du projet
 - La sélection des écoles
 - Les écoles de Rosso
 - Les écoles de Podor
 - Les écoles de Dagana
 - Les résultats et la pérennisation
 - La sensibilisation à l'hygiène
 - Les journées de sensibilisation
 - Les ateliers d'immersion

Le projet d'adduction d'eau en milieu scolaire a été prolongé pour une seconde année avec les mêmes partenaires, auxquels s'est ajoutée la Société des Eaux du Nord.

La méthodologie de concertation est maintenue telle qu'elle a été réalisée. Le type d'intervention dans les écoles a évolué, pour améliorer le projet : dans les 12 établissements identifiés, une intervention globale aura lieu, associant l'adduction d'eau, la

construction de bornes fontaines, mais aussi la réalisation ou rénovation de sanitaires. La mise en place d'une haie vive pour clôturer l'établissement sera expérimentée dans quelques écoles.

L'atelier de lancement a eu lieu le 29 novembre 2008. Les premiers travaux débutent en 2009.

3. Programme Renforcement Nutritionnel

Le PRN est une stratégie du Gouvernement du Sénégal pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, et notamment :

- Améliorer l'état nutritionnel des populations, particulièrement la croissance des enfants de moins de 05 ans dans les zones pauvres,
- Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles du pays en matière de nutrition pour la mise en œuvre et l'évaluation de cette politique.

Dans le District sanitaire de Podor, le Partenariat a été retenu en tant qu'Agence d'Exécution Communautaire pour la phase II du programme qui sera exécutée sur deux ans (2009-2010).

Pour une cible de 6 600 enfants, les activités seront les suivantes :

Réalisation de pesées (suivi pondéral) et suivi / accompagnement de la malnutrition,
Mise en place de foyers démonstratifs,
Sensibilisation des femmes (causeries),
Formations.

4. Appui à des projets ponctuels

Ces activités se basent sur un outil intitulé « Bourse aux projets ». Celle-ci est composée de projets prioritaires, identifiés en liaison avec les chargés de programme présents sur le terrain,

qui sont ensuite présentés aux partenaires potentiels pour financement (institutionnels, entreprises, donateurs privés, etc.).

Cette année, les démarches ont concerné :

- La réalisation de deux salles de classe à l'école de Ngnith,
- Le soutien à l'association de la goutte de lait,
- Le remplacement du four à fabrication de prothèse orthopédique du CHR de Saint-Louis.



5. Les projets identifiés et à venir

- Adduction d'eau et électrification de la case de santé de Wendou Oldou (département de Podor) : financement de la Fondation Mérieux obtenu,
- Sensibilisation dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine sur la Langue de Barbarie (ville de Saint-Louis) : financement l'Ambassade de Grande-Bretagne obtenu,
- Construction de l'école primaire de Mery 2 (département de Podor) : accord de principe de l'Ambassade du Japon à Dakar,

Le secteur Développement Durable

L'objectif est d'associer les trois composantes d'un développement harmonieux dans le fonctionnement et les actions menées par le Partenariat :

- Socialement équitable
- Ecologiquement vertueux
- Économiquement viable

La démarche adoptée par l'association a été d'instaurer une réflexion en interne sur les impacts environnementaux découlant du fonctionnement de l'association (énergie, économie de papier, etc.), et de créer un poste de chargé de Mission Développement Durable (un volontaire basé à Saint-Louis depuis novembre 2008).

Pour la fin 2008, les actions ont été de :

- Identifier, répertorier et diffuser les bonnes pratiques et les innovations en matière de développement durable au Nord (Gaïa) comme au Sud, et développer leur application au sein des programmes déjà mis en œuvre,
- Fédérer les partenaires autour d'une démarche de recherche-action.



Santé : *Installation de panneaux solaires dans les cases de santé (Weendu Oldu, Kharé), Réflexion avec les partenaires sur la prise en charge des déchets biomédicaux,*

Education : *Sensibilisation des CGE et élèves à l'environnement Mise en pratique dans le cadre de projets (CEM de*

Thiamène), Lycée de Mboumba (dimension HQE du projet)

Accès à l'eau : *Réflexion sur la mise en place de Haie vives pour les écoles, système Goutte à Goutte, etc.*

Assainissement : *Recyclage et Valorisation des Déchets,*

Agronomie/Horticulture : *maraîchage urbain, séchage solaire,*

Economie d'Énergie/Energies Renouvelables : *Installation d'unité de production de biocharbon, de biogaz,*

Constructions bioclimatiques et conception de site intégré (démarche HQE)



Axe 2 : Coopération avec le Maroc

Le programme Jeunesse Initiative Solidarité Régions et Développement

Le programme Jeunesse, Initiative, Solidarité, Régions (JISR) et Développement a débuté en mars 2007 à Safi. Il est aujourd'hui bien intégré dans le paysage institutionnel et reconnu par les autorités publiques. Il s'inscrit dans le cadre des financements du Programme Concerté Maroc et des accords de coopération entre la région Nord-Pas de Calais et la région de Doukkala-Abda. Il est soutenu par la Commune de Safi, la Division de l'Action Sociale de la Wilaya, l'INDH (Initiative Nationale pour le Développement Humain) et la Délégation régionale de l'Education Nationale.

Les trois axes d'intervention sont l'Education, le Développement Social Urbain (DSU) et la Mise en Lien des Populations (MLP).

1. Education

L'intervention se fait en deux temps :

- La mise en place d'un pôle de concertation entre tous les acteurs concernés de l'établissement (directeur, professeurs, représentants de parents d'élèves),
- La réalisation de travaux d'amélioration des conditions d'accueil des élèves.

- **Ecole Sebt Gzoula**

Le chantier de rénovation a été réalisé en 2007. Le pôle de concertation est dynamique. Il a contribué à lancer en 2008 un appel d'offre pour la rénovation complète de l'école. Les travaux ont été réalisés à partir d'avril 2008.

- **Collège Bir Anzarane**

Travaux réalisés :

- Réfection de la toiture et de la structure du bâtiment.
- Rénovation, modernisation, équipement et sécurisation de la bibliothèque ainsi que de la salle d'étude attenante, transformées en Centre de Documentation et d'Information (C.D.I.).
- Travaux de sécurisation d'une salle multimédia destinée à accueillir un équipement informatique dans le cadre du programme GENIE mené par le Ministère de l'Education Nationale.

La nouvelle disposition au sein du C.D.I. permet désormais aux élèves de l'établissement un accès direct à la documentation. Plusieurs activités s'y sont déjà déroulées, notamment une « semaine culturelle » à laquelle ont participé de nombreux élèves.



L'inauguration a eu lieu le 12 mars 2008 en présence de nombreux officiels.

- **Ecole Khalid Ben Walid**



Le chantier de l'école Khalid Ben Walid a été identifié en concertation avec la délégation de l'Education Nationale de Safi. Les travaux se sont déroulés de février à mars 2008.

Les actions suivantes ont été réalisées : construction d'un terrain multisports, rénovation et décoration du mur d'enceinte de l'établissement, travaux

d'achèvement de la salle multimédia.

Une cérémonie d'inauguration a été organisée le jeudi 27 mars 2008.

- **Collège Imam Ali**

Initialement prévu pour la première année, les travaux dans le collège Imam Ali ont été réalisés la seconde année. Le chantier a démarré en novembre 2008. Il consiste à transformer le préau du collège en une salle polyvalente pour les activités périscolaires. Elle sera utilisée dans le cadre des activités du collège Imam Ali, mais aussi par les écoles primaires du quartier puisque aucune salle n'existe à proximité.

- **Ecole El Ghorba d'El Jadida**

L'école de Ghorba est située à proximité immédiate de la ville d'El Jadida, deuxième ville en importance de la Région Doukkala-Abda après Safi. Elle a été identifiée pour une intervention en 2009, dans un partenariat avec l'INDH et le rotary Club.

- **Ecole Zertouni**

L'école de Zertouni est située dans le quartier Kaouki de Safi, quartier périphérique et particulièrement défavorisé. Elle rassemble près de 1200 élèves. Elle a été identifiée dans le cadre du projet d'échange de jeunes des Francas du Nord.

Un Pôle de concertation a été créé au sein de l'établissement et il est devenu particulièrement dynamique. Il a réalisé une opération de nettoyage soutenue par l'entreprise VEOLIA Environnement en charge de la gestion des déchets solides sur la ville en septembre 2008.

Un projet d'aménager des espaces verts dans cour de l'établissement a été retenu par l'Office Chérifien des Phosphates et un projet de rénovation et de sécurisation des sanitaires de l'établissement ainsi que de pose de grilles de protection des fenêtres sera réalisé par l'INDH.

2. Développement social urbain

Ce volet a connu plusieurs étapes pour s'adapter au contexte local. Il avait été conçu dans le prolongement du PRADEQ, « Programme d'Appui au Développement des Quartiers » mené par Le Partenariat à Saint-Louis du Sénégal depuis plusieurs années. Le contexte marocain nécessitait une adaptation de l'expérience du PRADEQ, notamment du fait des différences importantes quant au niveau de décentralisation entre les deux régions.

Il a aussi été nécessaire de redéfinir une technique, une méthodologie permettant d'élaborer seuls des diagnostics dans des quartiers d'intervention aux populations particulièrement défavorisées, isolées et très difficiles d'accès, avec lesquelles le contact a été et est encore à ce jour difficile à nouer. Cette étape est actuellement en cours.

- **Rénovation du jardin public du quartier Laârisa**

Des activités pilotes sont mises en place pour fédérer les habitants des quartiers. La première action de ce type a été la rénovation et la réhabilitation du jardin public du quartier Laârisa.

La première phase d'intervention a consisté à nettoyer puis à préparer et à effectuer les premières plantations avec les jeunes du quartier. La deuxième phase a été menée en partenariat avec l'INDH, qui a prolongé cette action en effectuant une rénovation complète du jardin pour un budget de 200 000 dirhams (pose de grilles, de portes, réfection des bancs, des allées, rétablissement de l'accès à l'eau...). La commune a renouvelé son soutien au projet à l'issue de cette deuxième phase en nommant un jardinier, affecté spécialement à l'entretien du jardin.

- **Soutien aux associations locales**

Sept associations issues de plusieurs quartiers périphériques de Safi (et plus seulement de deux quartiers, comme initialement

prévu) ont bénéficié d'un soutien et d'un encadrement régulier de l'équipe du programme. Ce soutien s'est traduit pour chacune, par des séances de sensibilisation et de formation à la gestion interne, au montage et à la mise en œuvre de projets.

Suite à ces formations, 17 projets ont été montés ou sont en cours de montage, issus de plusieurs des associations soutenues, d'une maison de jeunes, des pôles de concertation mis en place dans les établissements scolaires ainsi que des deux Conseils de quartier en cours de création. Deux sont d'ores et déjà acceptés. Ils émanent tous directement de l'action engagée dans le cadre du Programme.

Un projet de formation des associations au montage de projets et plus particulièrement à la recherche de partenaires a notamment été présenté et retenue par l'INDH. Elle est destinée au renforcement des capacités de 40 cadres associatifs issus de 20 associations de Safi.

- **Actions de sensibilisation**

Plusieurs actions de sensibilisation ont été menées dans les quartiers sur les thèmes de la santé bucco-dentaire, du ramassage des déchets et de l'environnement.

3. Mise en lien des populations

Action 3.1 : Mise en place d'échanges de jeunes

Centre Social Marcel Bertrand

Un premier échange a eu lieu au mois de juillet 2008 entre des jeunes français du Centre Social Marcel Bertrand de Lille et du Boxing Club Lille-Moulins et de jeunes marocains membres d'associations des quartiers d'intervention du volet D.S.U. (Laârisa et Sidi Ouassel), de l'association El Amal d'El Jadida et de deux associations membres du P.C.M., partenaire du Programme.



Ensemble, les jeunes français et marocains ont échangé autour d'un programme de sensibilisation au Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur. Ils ont également rénové une salle de la maison de Jeunes du quartier Sidi Ouassel, dans le cadre d'une action de soutien à un club de boxe local, le club « Etoile Jeunesse de Safi » s'entraînant dans cette salle. Ce club a bénéficié par ailleurs de l'apport par le groupe français de matériel de boxe neuf et d'occasion, récolté dans des clubs de Lille et acheté grâce à des activités de collecte de dons réalisées par les jeunes français préparant le projet.

Les Francas du Nord

Pendant dix jours, au cours du mois de juillet 2008 un groupe de sept jeunes français de l'association des Francas du Nord, accompagnés d'un encadrant ont échangé avec un groupe de jeunes membres d'associations des quartiers Laârissa et Sidi Ouassel autour d'activités interculturelles. Le séjour avait pour but de préparer l'échange proprement dit, qui est prévu pour l'été 2009.

Action 3.2 : Mise en place d'échanges entre les établissements scolaires

Correspondances scolaires

Pour l'année 2007-2008, 13 classes ont participé au programme de correspondance scolaire. Pour 2008-2009, quatre classes françaises seulement ont souhaité s'engager dans la correspondance. Des contacts ont été pris avec des classes sénégalaises et douze d'entre elles vont intégrer le programme à partir de janvier 2009.

Développement de l'activité d'appui aux porteurs de projets

L'appui aux porteurs de projets en direction de la région de Doukkala Abda a été ajouté à la plaquette de présentation de l'action du Partenariat. Le Partenariat de Lille a été sollicité par le lycée Valentine Labbé pour lui apporter un soutien dans l'identification d'un lycée partenaire à Safi pour créer un projet d'échange.

Création et diffusion d'outils pédagogiques et animations

L'exposition triple « Regards Croisés » a été présentée dans les établissements marocains où des chantiers ont été réalisés. Une exposition sur la thématique de l'eau a été élaborée, accompagnée de documents didactiques d'accompagnement bilingues.

La malle pédagogique réalisée lors de la première année a été louée deux fois en 2008. Deux animations en classe ont eu lieu. L'information de l'existence des malles, exposition et animation a été diffusée dans l'ensemble des établissements scolaires du Nord-Pas de Calais à l'occasion du mailing de rentrée en septembre.



Axe 3 : Appui aux porteurs de projet

L'association Le Partenariat a une longue tradition d'accompagnement des porteurs de projets. Depuis la mise en œuvre des premières actions de Partenariat à la fin des années 80 l'association privilégie l'échange et la réciprocité dans les actions de coopération par la mobilisation des acteurs locaux au nord comme au sud. Depuis 2003, Le Partenariat a mis en place un dispositif spécifique d'accompagnement des porteurs de projets avec la région de Saint-Louis au Sénégal. Il s'est étendu à la région de Doukkala Abda en 2008.

1. Déroulé de l'accompagnement

Un accompagnement en 8 étapes a été défini :

- Rencontre préalable : le porteur de projet expose son projet.
- Penser le projet et faire un diagnostic : de l'idée à l'émergence du projet, réflexion, question de la faisabilité.
- Conseils et documentation sur le montage et le suivi de projet.
- Mise en relation avec des partenaires locaux.
- Orientation vers les partenaires techniques et financiers.
- Aide au montage de dossiers (projet et demande de financements).
- Informations pratiques avant le départ.
- Appui logistique et organisationnel pour la mise en œuvre du projet sur place.
- Débriefing au retour.
- Appui à la restitution.

2. Mise en place d'une communication spécifique à l'attention des porteurs de projets.

La plaquette de présentation de l'appui aux porteurs de projet a été refaite pour intégrer la région de Doukkala-Abda au Maroc. Elle a été diffusée par courrier en novembre auprès de l'ensemble des lycées, centre de formation des apprentis, universités, CROUS, CRIJ, PIJ et BIJ de la région Nord-Pas de Calais. Elle est téléchargeable sur le nouveau site internet du Partenariat.



Le dispositif d'appui a aussi été présenté à des professeurs de lycée à l'occasion de la réunion d'information sur le projet MDG'15 en septembre (projet de sensibilisation des lycées du Nord-Pas de Calais aux Objectifs du Millénaire pour le Développement).

3. Bilan des porteurs de projets accompagnés en 2008

Porteurs de projets rencontrés :	25
Projets réalisés :	10
Nombre de rencontres sans suites ou de projets arrêtés :	7
Nombre de projets en cours de montage :	8
Nombre de jeunes partis au Sénégal :	102
Nombre de jeunes partis au Maroc :	10

Projets réalisés :

- Lycée Baggio/ CDFP Richard Toll
- Lycée Pierre de Coubertin de Calais/ Minguègne Boye
- Lycée d'enseignement général et technologique agricole d'Arras/CIH Saint-Louis
- Lycée Valentine Labbé de la Madeleine/CFPEFS(AED, Espaces Jeunes)
- Lycée Camille Desmoulins du Cateau Cambrésis/Charles de Gaulle
- Association l'Effrene-Tic
- Association Pour Un Sourire/Langue de Barbarie
- Association Africa Challenge /Ecole Amadou Charles Niang
- Association La Loco /Association des encadreurs de collectivités éducatives de Saint Louis.
- Centre Social Marcel Bertrand – Boxing Club Lille Moulins / APSM – Maison de Jeunes Sidi Ouassel

Projets en cours de définition

- Lycée Saint-Louis d'Armentières
- Lycée Joliot Curie de Oignies
- Lycée Saint-Denis de Saint-Omer
- Lycée Valentine Labbé
- FLJEP / Alternance
- Association Neex Na Trop



LE POLE EDUCATION AU DEVELOPPEMENT – CENTRE GAÏA

Présentation :

Depuis 1995, le Partenariat met en œuvre, en parallèle de son programme de coopération, un programme d'éducation au développement et à la citoyenneté internationale en direction des enfants, jeunes et adultes de la Région Nord Pas de Calais. Les objectifs de ce programme sont de trois ordres :

- Un objectif de connaissance et d'ouverture sur le monde ;
- Un objectif d'éducation citoyenne ;
- Un objectif de dynamisation des projets pédagogiques des établissements scolaires et des associations sur le thème de l'intégration, de l'interculturel et du développement.

En plus de 10 années d'activités, les pratiques de l'Association se sont perfectionnées et professionnalisées permettant l'aboutissement d'un projet démarré en 1996 : la création d'un centre d'éducation au développement et à la citoyenneté internationale : le Centre GAÏA.

Cet équipement unique en France a ouvert ses portes en janvier 2006 et constitue le point de pivot du programme tri-annuel présenté pour un cofinancement aux partenaires de 2006 à 2008.

En 2008, le centre Gaïa est entré dans sa troisième année de fonctionnement. Avec un rayonnement en constante progression et des actions qui s'échelonnent du local à l'international, le centre Gaïa remplit les engagements qu'il s'est fixé pour 2008 et achève ainsi sa période de travail 2006-2008 sur de nouvelles perspectives de développement encourageantes.

Objectifs :

- Pratiquer et favoriser l'Education au Développement au Nord et au Sud.
- Favoriser une meilleure connaissance entre les populations du Nord et les populations du sud.



Zones géographiques couvertes par l'action :

Plusieurs zones géographiques distinctes sont couvertes par l'action :

- La zone géographique couverte par le programme est en priorité la Région Nord Pas de Calais.
- Cependant, cette zone s'élargit au niveau européen, et notamment transfrontalier - Euro Région Franco-Flamande.
- Elle s'agrandit au niveau européen avec la mise en œuvre d'un réseau européen pour la sensibilisation des populations du Nord sur les thématiques liées aux Objectifs du Millénaire pour le Développement.
- Enfin, une zone géographique internationale, regroupant la Région de Saint-Louis du Sénégal et la Région de Doukkala Abda au Maroc est également intégrée à l'action à travers des réalisations communes d'activités d'Education au Développement. A ces deux zones internationales partenaires s'ajoute également avec le démarrage du projet MDG'15 (sensibilisation des lycéens aux Objectifs de Développement du Millénaire), l'Inde par le biais de l'Association Arouse.

Partenaires impliqués :

Les partenaires impliqués dans l'action sont les suivants :

- Partenariat financier :

- Ville de Lille
- Conseil Régional Nord Pas de Calais
- Interreg III
- Ministère Français des Affaires Etrangères
- Commission Européenne, programme EUROPEAID
- Les Conseils Général du Nord

- Partenariat au Nord :

- Inspections Académique Du Nord et du Pas de Calais
- Rectorat de Lille
- Associations de la Région Nord Pas de Calais (CRDTM, Lianes Coopération, Maison Régionale de l'environnement et des Solidarités...)

- Etablissements scolaires de la Région Nord Pas de Calais
- Centre Régional de Documentation Pédagogique
- EFAS (école de formation des acteurs sociaux)
- 250 lycées du Nord Pas de Calais en tant que relais de l'information auprès des jeunes.
- La Direction Régionale de la Jeunesse et des Sports
- La Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports
- Partenaires techniques européens :
 - o Studio Globo (Belgique)- projet Interreg et EuropeAid
 - o Leeds Development Education Center (Grande Bretagne) – Projet EuropeAid
 - o Partners (Pologne)- Projet EuropeAid
 - o Partners (République Tchèque)- Projet EuropeAid

Partenariat au sud :

- Etablissements scolaires
- Collectif des enseignants de Saint-Louis
- Inspection Académique de Saint-Louis

Groupes cibles mobilisés : nature, nombre :

En France :

La Population du Nord Pas de Calais et en particulier :

- les enfants et les jeunes dans le cadre scolaire ou hors cadre scolaire
- Les enseignants/encadrants/ animateurs
- Les adultes/seniors
- Les structures associatives, centres sociaux, maisons de quartiers,

Au Sénégal :

- les enfants de la région de Saint-Louis dans le cadre de projets ponctuels
- Les enseignants

	NOMBRE		
	France (Région Nord pas de Calais)	Sénégal	Maroc
Enfants et jeunes	8003	1080 élèves sénégalais,	200 élèves marocains
Enseignants/encadrants/animateurs	100	30 enseignants	
Etudiants	277	/	

I. Mise en œuvre opérationnelle du centre Gaïa

Après deux années pleines de fonctionnement, le centre Gaïa démarrait en 2008 sa troisième année d'existence, symbolisée en septembre 2008, par sa troisième « rentrée scolaire ». La reconnaissance du centre à travers ses agréments, la communication de l'Association et la promotion faite par les « utilisateurs » même des activités du centre Gaïa, ont assuré à la structure un rythme de croisière au niveau de ses activités principales.

1. Organisation / Gestion du centre Gaïa

Le centre Gaïa n'est pas différencié juridiquement de l'Association Le Partenariat. Aussi, le Bureau et le Conseil d'Administration du Partenariat restent les organes décisionnels de la structure. Parallèlement, différents comités sont spécifiquement rattachés à Gaïa :

- Un Commission Education au Développement : La Commission Education au Développement est référente pour la gestion pédagogique du centre Gaïa, c'est un organe producteur d'idées qui mène la réflexion, supervise la mise en place des activités, propose des innovations et des adaptations. La Commission Education au

Développement se compose de personnes ressources et des salariés du centre Gaïa.

- Un Comité de gestion : Le Comité de Gestion du centre Gaïa est référent pour la gestion administrative et la gestion financière du centre et a pour objectif d'assurer la pérennité de la structure dans le temps. Il veille à promouvoir le centre et à en diversifier les financements. Le Comité Pédagogique se compose de représentants du Bureau, de représentants de la Commission Education au Développement, de représentants de l'équipe salariée. Créé en 2006, pour assurer la gestion quotidienne au démarrage de l'activité, cet organe s'est vu remplacé, au cours de 2008, par le Conseil d'Administration de l'Association, étant donné le caractère désormais régulier de son fonctionnement.
- Un Comité Consultatif Pédagogique : Le comité est un organe consultatif dont la périodicité des rencontres est annuelle. Il est avant tout un lieu de concertation et de réflexion par rapport aux outils mis en place par le centre Gaïa, à la démarche adoptée et au public ciblé. C'est un organe de conseil dont l'objectif final est de permettre d'atteindre et de mesurer l'impact des activités mises en place en fonction des priorités édictées par l'Education au Développement et mises en avant par l'Education Nationale. La création d'un tel Comité vise enfin à assurer la validation et le suivi des démarches pédagogiques entreprises par le centre Gaïa.

Nombre de réunions des différents organes en 2008

	Conseil d'Administration	Commission EAD	Comité Pédagogique consultatif
Nombre de réunions 2008	3	8	1

2. Evaluation et suivi des activités menées

Evaluation

Soucieux d'assurer la qualité de sa démarche pédagogique, le centre Gaïa s'est lancé dans une démarche d'évaluation des ses activités et notamment de son activité phare, les ateliers d'immersion.

En collaboration avec l'université de Psychologie de l'enfant de Lille 3 et sous l'autorité d'un professeur-chercheur, le centre Gaïa a accueilli plusieurs étudiantes stagiaires afin de réaliser un travail d'étude sur l'impact des ateliers d'immersion sur les enfants y participants. Cette étude est réalisée en 2 volets :

- 2007 : première étude avec le suivi approfondi d'une seule classe participant aux ateliers
- 2008 : seconde étude portant sur une classe par niveau scolaire ainsi que par la participation d'une classe témoin.

Les résultats de ces deux études ont été présentés lors du Comité Pédagogique Consultatif annuel du centre Gaïa qui s'est tenu le mercredi 18 juin 2008 à Roeselare, chez notre partenaire Studio Globo.

Au cours de la réunion, les stagiaires, leur maître de stage ainsi que la commission EAD de l'Association ont pu présenter les résultats de leur recherche et la démarche entreprise, basée sur deux outils : un questionnaire et un jeu de l'oie.

Globalement, les travaux cherchaient à mettre en valeur l'impact que



peuvent avoir les ateliers chez l'enfant à trois niveaux :

- Au niveau cognitif : l'impact en terme d'élargissement des connaissances.
- Au niveau des représentations : l'impact en terme de modification des représentations.
- Au niveau des comportements : l'impact en terme d'adaptation des comportements.

Capitalisation

En réponse à ses nombreuses questions et sollicitations, le centre Gaïa a entamé en 2007 un travail de capitalisation sur le centre Gaïa. Ce travail n'a pas encore été achevé mais demeure un objectif établi dans le cadre du Plan de Développement de la structure que nous avons mis en place pour 2008-2009-2010.

Parallèlement, les projets ponctuels font l'objet d'une capitalisation sur le site d'Educasol, notamment les actions concernant les campagnes : Semaine de la Solidarité Internationale

Grandes conclusions

L'impact des ateliers se mesure plus au niveau des connaissances et des comportements des élèves, plutôt qu'au niveau des représentations, plus difficilement appréhendables sur le court terme.

II. Amélioration qualitative et quantitative des activités proposées

Le centre Gaïa propose aux établissements scolaires et aux structures de jeunes de la Région Nord Pas de Calais un éventail d'activités visant à faire l'apprentissage de la Solidarité et de la Citoyenneté à l'échelle internationale. Depuis l'ouverture du centre il y a trois ans, l'offre de services s'est largement étoffée au niveau qualitatif comme quantitatif. L'accroissement de l'offre d'outils et d'activités disponibles répondait, depuis 2007, à des objectifs ciblés :

- Réactualiser et développer le contenu qualitatif des outils et activités proposées jusqu'alors.
- Diversifier le public touché par les activités

1. Les animations scolaires

Réalisations :

En 2008, cette activité a permis la sensibilisation de plus de 1191 enfants pour 51 animations scolaires réalisées. Ce chiffre est stagnant par rapport à 2007 et qui trouve son explication principale dans le fait que le public autrefois majoritaire sur l'activité animation (fin primaire, début collège) est désormais reporté, pour un grand nombre vers l'activité Atelier d'immersion.

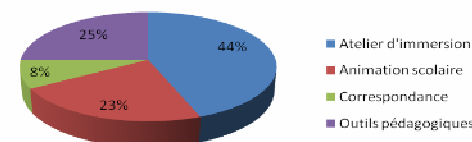
- Evaluer l'utilisation des outils mis à disposition et élaborer une réflexion sur l'adaptation de la forme et du contenu pour une optimisation de la prestation.
- Ce travail amorcé en 2007 s'est poursuivi sur la période 2008.

ETAT D'AVANCEMENT

Pour l'année 2008, les activités du centre Gaïa ont sensibilisé de près ou de loin environ 8003 enfants dans la Région Nord

Pas de Calais au travers de 358 prestations, 1080 enfants dans la Région de Saint-Louis du Sénégal et 200 enfants dans la Région de Safi au Maroc.
Sur la période relative au programme d'action 2006-2008, ce sont donc plus de 27 525 enfants et jeunes de la Région Nord Pas de Calais qui ont pu participer à des actions mises en place par le centre Gaïa.

Répartition par activités en 2008



80% de ces animations scolaires sont effectuées dans les écoles. Les collèges restent, eux, principalement ciblés sur les ateliers d'immersion. Au niveau des écoles, la répartition est égale entre classes de maternelles et classes de primaires.

2. Les animations lycée

Depuis 2005, le centre Gaïa travaille sur la sensibilisation du public lycée, à travers différents types de prestations dont des animations. A ce jour, 3 animations ont été réalisées, deux nouvelles ont été travaillées mais pas encore finalisées sur 2008.



Les trois animations proposées :

- La santé dans les pays du sud
- Le commerce équitable
- Les objectifs du Millénaire pour le Développement

Les deux animations amorcées sur 2008 :

- L'Eau
- La consommation

Les animations, toujours en phase d'amélioration et d'adaptation à la diversité du public lycéen (lycées généraux, techniques, Centres d'apprentissage...), sont également retravaillées dans le cadre du projet MDG'15 de sensibilisation des lycéens européens aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Ce projet, qui sera abordé dans l'axe d'intervention numéro 5, a permis la création d'un comité pédagogique, composés de chargés de projets/animateurs du centre Gaïa et d'enseignants de divers lycées de la Région Nord Pas de Calais.

Sur l'année 2007, 29 animations ont été réalisées auprès de plus de 565 élèves de la Région et 36 professeurs. Par rapport à 2007, cette activité est en progression de plus de 163%, c'est-à-dire qu'elle a près de triplé en 1 an.

3. La correspondance scolaire

Zones concernées : Région Nord Pas de Calais, Région de Saint-Louis du Sénégal, Région de Doukkala Abda au Maroc et notamment région autour de Safi.

Public visé : Etablissements scolaires et notamment maternelles, primaires et collèges.

Réalisations :

Dans un souci de dynamisation de la correspondance scolaire, qui, du fait de son caractère manuscrit, reste un processus long,

généralisant deux à trois échanges par an au maximum ; le centre Gaïa propose chaque année une nouvelle thématique pouvant enrichir le contenu des échanges entre les enfants de pays différents. Après le projet « Raconte-moi ta culture » en 2007, un nouvel axe de travail a été proposé en 2008 aux établissements scolaires en correspondance, il s'agit du projet « Carnet de voyage ». Proposition a été faite, aux enseignants de travailler autour de cette technique, pouvant être abordée de manière pluridisciplinaire. Le projet a démarré par une première exposition « De Lille Sud à Tombouctou », présentant des réalisations d'aquarelle et de carnets de voyage sur différentes zones géographie, du quartier de Lille sud à différents pays du monde.

En 2008, le nombre de classes débutant une correspondance a baissé en comparaison des années précédentes, passant à 33 classes, dont 5 avec le Maroc, pour un total de 990 enfants environs. Plusieurs éléments peuvent indiquer cette diminution :

- La correspondance manuscrite ne convient plus aux établissements, notamment français, pour qui l'accès aux nouvelles technologies est devenu prioritaire (nous enregistrons beaucoup de demande de correspondance par internet, ce qui n'est pas possible pour beaucoup d'établissements du Sénégal et du Maroc)
- Les envois postaux limitent la correspondance à 2/3 échanges par an, étant donné les durées de réception, d'envoi, et de rédaction, ce qui n'est pas en adéquation avec l'évolution technologique de nos sociétés où nous souhaitons et pouvons disposer de tout, tout de suite.

Ces raisons ne sont pas exhaustives mais donnent un début d'explication à l'attrait réduit pour cette activité.

4. Les malles pédagogiques



Objectifs : Cette activité est un formidable outil pédagogique pour une Education à la Citoyenneté internationale. Elle favorise la prise de conscience de l'existence d'un ailleurs par la mobilisation des différents sens : vue, odorat, toucher... La malle pédagogique aide à se représenter d'autres modes de vies, d'autres réalités.

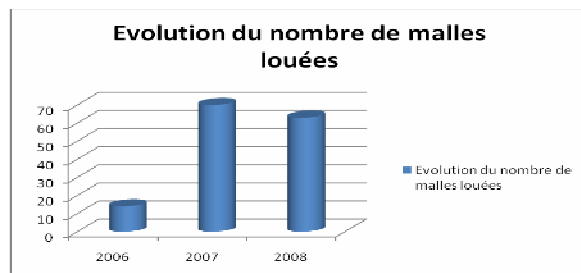
Réalisations :

Le centre Gaïa propose aux établissements scolaires et aux structures de jeunes la location de malles pédagogiques pour une durée de 15 jours. De même que pour toutes les autres activités proposées par le centre, l'ensemble des matériaux contenus dans la malle ont été réactualisés.

Après la création de plusieurs malles au début de la période 2006-2007, de nouveaux outils ont été créés et mis en fonctionnement en 2008. Il s'agit de :

- **La mallette graphisme**
- **La malle Art et Artisanat**
- **Le jeu de**
- **La mallette « Raconte-moi ta culture »**

Sur l'année 2007, **63 malles** pédagogiques ont été louées par des établissements scolaires de la Région Nord- Pas de Calais, ce qui représente **au minimum 1575 enfants** sensibilisés par le biais de cette activité.



5. Les expositions

Réalisations :

En 2008, de nouvelles expositions ont été élaborées et mise en location au sein du centre Gaïa. Il s'agit de :

- L'exposition « Regards croisés » à destination des collèges et des lycées.
- L'exposition « Eau »

Parallèlement, l'exposition du MAE « Huit fois Oui », a été distribuée à plusieurs établissements de la Région (collèges et lycées), 5 exemplaires sont également partis au Sénégal dans les lycées avec lesquels nous menons des actions dans le cadre du projet MDG'15 pour la réalisation des Objectifs du Millénaire.

Sur l'année 2008, **les expositions ont été louées à 15 reprises**, à raison d'une location pour deux semaines. **Au total, plus de 450 enfants, jeunes et lycéens ont pu bénéficier de ces outils** dans les différents établissements scolaires et structures de jeunes du Nord Pas de Calais.

6. Les ateliers d'immersion

Les ateliers d'immersion sont l'activité majeure du centre Gaïa, ils en font sa spécificité et son originalité. La troisième année de fonctionnement montre que cette activité a su trouver son public ainsi que son rythme de croisière, puisque nous fonctionnons à plein depuis l'année dernière :

- Réalisation de 5 ateliers hebdomadaire
- Réalisation d'ateliers à destination des centres sociaux et centres aérés durant les vacances scolaires.
- La Réalisation d'un atelier spécial maternelles une fois par semaine.



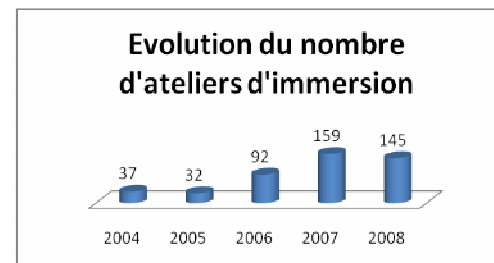
Cette activité est destinée principalement aux classes de CM1, CM2, 6^{ème}, 5^{ème} de toute la Région Nord Pas de Calais. Elle se décline en trois périodes :

- Une réunion de préparation pour les enseignants.
- L'immersion : les enfants viennent au centre Gaïa, munis de leur billet d'avion et se prépare pour un voyage de 3h en plein cœur de la réalité sénégalaise.
- De retour en classe, un approfondissement et une exploitation des thèmes abordés dans les ateliers, à l'aide d'outils pédagogiques mis à disposition mais aussi d'un DVD retraçant les différents métiers que les enfants auront pu exercer, mais au Sénégal. Cette étape importante leur permet de transposer l'immersion et les décors à la réalité.

En 2008, du 1^{er} février au 31 décembre, 145 ateliers ont été réalisés, dont 19 ateliers maternelles, soit 3112 enfants. Ce chiffre apparaît légèrement en-deçà des réalisations 2007, ceci pour plusieurs raisons,

- Volonté d'avoir une organisation fixe des activités dans la semaine et donc, limitation du nombre d'atelier à 5 par semaine + 1 atelier maternelle.
- Cette période est plus « courte » (1^{er} février au 31 décembre 2008) que la période précédente (1^{er} février 2007 au 31 janvier 2008), ce qui explique notamment les écarts, puisque pour le mois de janvier 2008, nous avons

réalisé 20 ateliers + 4 ateliers maternelles, ce qui monterait à 169 le nombre d'ateliers réalisés.



7. La collaboration avec le CRDP (Centre Régional de Documentation Pédagogique)

Ce point est abordé au niveau de l'axe d'intervention 6 : « Aider au renforcement d'acteurs d'Education au Développement et à la Citoyenneté Internationale »- Les réseaux.

8. L'évaluation du programme et la mesure de l'impact des activités

Ce point est abordé au niveau de l'axe d'intervention 1 : « Evaluation et suivi des activités menées ».

III. Elargissement du public visé par les actions d'Education au Développement

Avec le programme d'action 2006-2008, le centre Gaïa a voulu concrétiser la mise en place d'activités visant spécifiquement les adultes. Pour ce faire il a mis en place durant cette période des animations adultes et comité d'entreprises dans les décors.

Alors que l'animation adulte continue à générer deux trois visites par an, les animations Comité d'entreprise n'ont, malgré nos efforts de communication, jamais décollé.

Parallèlement, le centre Gaïa s'est consacré sur un autre volet à destination des adultes : L'élaboration d'un pôle formation.

1. Les animations adultes

En 2008, une seule demande spécifique pour un atelier adulte a été formulée auprès du centre Gaïa. Ce chiffre assez faible s'explique par le fait que plusieurs groupes d'adultes, venus dans le cadre de formations spécifiques, sont comptabilisés au niveau de l'axe d'intervention 7, alors même qu'une partie de leur formation comprenait la participation à un atelier adulte.

2. Les formations adultes

Suite au Dispositif Local d'Accompagnement dont a bénéficié la structure en 2007-2008, le centre Gaïa a décidé de mettre en place un véritable pôle formation à destination de publics variés afin de diversifier ses activités en faisant profiter de son expertise.

Les formations mises en chantier en 2008 :

Techniques de sensibilisation à l'Education au Développement, Techniques de sensibilisation à l'interculturel, Réussir son expatriation, Les principes de la RSE- Responsabilité Sociale des Entreprises, Développer ses savoir-être et ses compétences, Enseignants : Insérer un projet d'Education au Développement

dans sa classe, Micro-projets de coopération, Préparation au départ : vers le Sénégal.

3. Les portes ouvertes Gaïa

Comme chaque année, les portes ouvertes Gaïa permettent à un public non directement touché par nos actions à venir visiter le centre et se sensibiliser sur les pratiques d'Education au Développement.

Courant 2008, 7 portes ouvertes ont permis à plus de 180 personnes de venir visiter nos ateliers d'immersion, dont plus de 44 familles d'enfants ayant vécu les ateliers avec sa classe.

4. Les expositions

Parallèlement aux portes ouvertes, les expositions ponctuelles sont également proposées au centre Gaïa

En 2008, plusieurs expositions ont été réalisées :

- Du 1^{er} au 8 avril 2008 : Exposition dans le cadre de la Semaine du Développement Durable.
- Du 3 au 10 juin 2008 : Exposition « Eh EAU ! »
 - o Exposition : « l'eau à l'école, ici et là-bas », organisée par le Conseil Départemental des Jeunes, et le projet d'adduction d'eau en milieu scolaire dans la région de Saint-Louis au Sénégal, en partenariat avec le Conseil Général du Nord, la Commune de Saint-Laurent Blangy et l'Agence de l'Eau Artois Picardie.
- Du 8 au 15 octobre : Exposition « Carnets de Voyages : de Lille sud à Tombouctou »
 - o Exposition des aquarelles réalisées par Madame LEBECQ sur le quartier de Lille Sud
 - o Exposition des carnets de voyages réalisés par Madame LEBORGNE sur différents pays du monde.
 - o Explication des techniques et mise en chantier de la sensibilisation dans les classes, via un atelier, pour la réalisation de la correspondance scolaire.

IV. Promotion des activités sur le territoire régional, transfrontalier et européen

Le centre Gaïa inscrit son action sur le territoire local, régional, mais aussi transfrontalier dans le cadre de la collaboration avec son partenaire flamand Studio Globo. A travers la communication qu'il déploie, le centre Gaïa tente d'homogénéiser la répartition de ses activités notamment sur le territoire régional. Toutefois, même si le Département du Nord devient de mieux en mieux desservi (du littoral à l'Avesnois), les activités menées avec le Département du Pas de Calais demeurent toujours plus limitées. Au niveau de ce 4^{ème} axe d'intervention, le Centre Gaïa s'est fixé trois objectifs spécifiques auquel il souhaite répondre :

- Assurer l'intégration du centre Gaïa dans son environnement, à savoir dans le quartier de Lille Sud, et à ce titre, développer des activités spécifiques à l'attention des habitants de ce quartier.
- Veiller à une répartition des activités équitables sur le territoire régional, en développant la communication et en étant mobile sur l'ensemble du territoire.
- Contribuer à l'atténuation de l'effet frontière avec la Flandre occidentale et participer à la notion de district européen.
- Intégrer les schémas d'EAD au niveau européen en entretenant un réseau de partenaires.

1. Les projets spécifiques avec Lille Sud

Le Centre Gaïa est implanté à Lille sud. Depuis le départ, notre volonté a été d'intégrer le centre à la dynamique de développement local du quartier. Ainsi des liens ont immédiatement été créés avec les instances municipales et les associations du quartier.

Le centre participe aux réunions de commissions thématiques jeunesse et citoyenneté, mises en place par la Mairie de Quartier dans le cadre du Contrat de Ville. De plus, le centre Gaïa participe

à des actions collectives du quartier et initie de nouveaux projets à l'attention exclusive des populations du quartier.

Le projet « Préserve tes richesses »-2



Depuis 3 ans, le centre Gaïa développe des projets de proximité avec les centres sociaux du quartier de Lille sud et en particulier le centre social de l'Abrisseau dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

Les deux partenaires ont souhaité poursuivre leur travail commun en 2008 sur la sensibilisation aux thématiques de la protection de l'environnement et la promotion du développement durable.

Le projet « préserve tes richesses-2 » s'est donc poursuivi en 2008 avec de nouvelles activités. Des activités pratiques sont venues illustrer plusieurs sessions de sensibilisation sur des thématiques précises (gestion des déchets, préservation des espèces en danger et les bons gestes pour l'environnement) :

- Atelier de fabrication de poubelles ludiques
- Atelier de création de conteneurs pour piles usagées
- Ateliers fixés autour des gestes à faire dans le sens de la protection de l'environnement
- La création d'une carte du monde géante et de livret pour sensibiliser sur les animaux en danger
- La réalisation d'un défilé de mode

La valorisation de cette action s'est effectuée en 2 temps :

- Défilé de mode organisé lors de la manifestation « Tous au Sud », organisée. Sous forme de tableau vivant, les enfants délivraient un message d'appel à la conscience citoyenne des consommateurs en incitant à plus de respect de l'environnement par le biais notamment de la gestion et de la limitation des déchets.
- Exposition réalisée dans le cadre de la Semaine du Développement Durable au centre Gaïa en avril 2009.

Nombre d'animations réalisées avec les centres sociaux de Lille sud sur 2008 :

Nombre d'enfants sensibilisés : 120 enfants + leurs familles, car certains ateliers ont été réalisés avec les tous petits et leurs parents.

Nombre d'animations réalisées : 22 animations dispensées dans les trois centres sociaux + 6 rencontres de coordination avec les équipes d'animation des centres sociaux.

En plus de ces projets spécifiques, le Centre Gaïa s'est également investi en tant qu'acteurs dans les manifestations organisées dans le quartier de Lille sud, pour les habitants du quartier ou de la Ville de Lille.

2. La prise en compte du territoire régional

Pour toutes les activités qu'il met en oeuvre, le centre Gaïa se préoccupe de l'impact de ses actions sur le territoire régional. Si la distance peut-être une contrainte forte pour le déplacement des classes issues de villes/villages éloignés de la Métropole, le centre Gaïa met un point d'honneur à assurer la diffusion de la communication et la réalisation des animations de manière équitable sur le territoire.

Pour l'année 2008, la tendance amorcée ces deux dernières années se confirme puisque les établissements du Nord sont de plus en plus nombreux à participer aux activités du centre Gaïa. Au niveau du Pas de Calais, même si on note les participations qui se renouvellent chaque année de certains établissements scolaires, la participation globale des établissements situés dans le département du Pas de Calais demeurent en-deça de leurs homologues du Nord.

En règle générale, la tendance pour toutes les activités est la

Par rapport à ce constat, le centre Gaïa tente de diffuser plus largement l'information au niveau du Pas de Calais et de manière générale vers les zones les plus éloignées de la région. Au niveau du Pas de Calais, une collaboration spécifique avec la ville de Saint-Laurent Blangy permet de réaliser plusieurs activités auprès de ces écoles. De même, des contacts ont été pris avec le Conseil Général du Pas de Calais afin de faire connaître plus avant le centre et les prestations qu'il propose.

3. L'intégration du territoire transfrontalier

L'année 2007 a marqué la fin de la seconde phase du projet « Au-delà des frontières et des couleurs », cofinancé par Interreg III et qui, depuis 4 ans, orientait les grandes actions de coopération transfrontalières entre le centre Gaïa et notre partenaire Studio Globo.

2008 a marqué le démarrage d'un nouveau projet commun : « Apprendre de la Diversité, au-delà des frontières ». Ce nouveau projet de 4 ans, cofinancé dans le cadre d'Interreg IV, fixe de nouvelles priorités et un public cible plus professionnel, puisqu'il s'adresse davantage aux adultes et aux encadrants. La zone de coopération transfrontalière a également été élargie.

Trois grandes actions ont été déterminées :

- Action 1 : Formation de formateurs
 - Elaboration d'un module commun de formation pratique sur l'EAD au niveau transfrontalier
 - Réalisation de formations communes auprès de formateurs
 - Préparation d'un séminaire bilingue pour les formateurs pour 2011
- Action 2 : Echanges
 - Echanges de stagiaires
 - Echanges de groupes
 - Réalisation commune d'actions de sensibilisation à l'EAD sur le territoire transfrontalier.
- Action 3 : Développement d'outils pédagogiques pour les

deux centres

- Développement d'un programme adulte
- Co-rédaction d'un manuel de référence sur l'EAD
- Développement d'un outil pédagogique bilingue par an.

Réalisations 2008

Le projet cofinancé par Interreg IV a démarré le 1^{er} juillet 2008. C'est véritablement à partir de la rentrée scolaire de septembre 2008 que les activités ont pu commencer à se mettre en place. Au niveau des actions prévues, elles ont toutes été amorcées par le biais de réflexions ou de premières réalisations effectives.

La priorité, pour ce premier semestre, a été accordée à la rédaction du manuel de référence sur l'Education au développement, car il pourra servir de support important lors des sessions de formation et/ou des programmes adultes.

Parallèlement, plusieurs sessions de travail ont été organisées autour du nouveau module de formation commun. Celui-ci devrait permettre de dispenser à un public transfrontalier, une formation issue de l'expérience des deux centres français et flamand. Ce module de formation est encore en préparation, néanmoins, un premier test a déjà été réalisé avec l'école normale de Torhout le 1^{er} décembre 2008.

En effet, une classe de **21 étudiants de l'école normale de Torhout (école de formation des enseignants) pour une journée de formation sur l'Education à la citoyenneté Internationale**. Les étudiants ont pu expérimenter un atelier d'immersion sur le Sénégal et travailler l'après-midi autour de 3 ateliers :

- la malle pédagogique
- La correspondance scolaire et le conte
- L'utilisation de l'image pour aborder la dimension mondiale en classe.

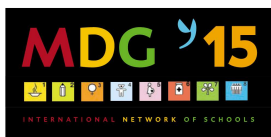


4. L'intégration du territoire européen

Parallèlement aux actions avec le territoire transfrontalier, le centre Gaïa développe depuis juin 2007 ses actions sur le territoire européen par le biais du projet MDG'15 cofinancé par la Commission Européenne pour trois ans et qui vise à la sensibilisation des lycéens et de leurs enseignants aux Objectifs du Millénaire pour le Développement votés par l'ONU en 2000.

(cf : axe d'intervention n°5 : mise en place d'une sensibilisation européenne sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)).

V. Mise en place d'une sensibilisation européenne sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)¹.



Dans le cadre de la diversification du public ciblé par les activités du centre Gaïa, un projet à destination des lycéens a été monté en collaboration avec plusieurs partenaires européens : Studio Globo (Gand, Belgique), Leeds Development Education Center (Leeds, Grande-Bretagne), Partners Poland (Varsovie, Pologne) et Partners Czech Republic (Prague, République Tchèque), proposé en financement à la Commission Européenne

Ce projet vise à la sensibilisation des lycéens et des enseignants de ces différentes régions européennes aux Objectifs du Millénaire pour le Développement votés par l'ONU en 2000, afin qu'ils puissent comprendre les causes et conséquences des inégalités de par le monde et qu'ils s'engagent, à leur niveau, à faire un geste en faveur de la réduction de la pauvreté.

Le Centre Gaïa est chef de file de ce projet.

1. Mutualisation des pratiques entre les organisations

Objectif

- Regrouper les responsables de programme de chaque pays membres du projet MDG'15 afin de bénéficier des synergies dans les pratiques d'Education au développement respectives
- Renforcer le réseau des partenaires

¹ Pour les partenaires financiers du projet, une copie du rapport d'activités spécifique au projet MDG'15 leur parviendra en complément.

Réalisations

Réunion	Objectif	Résultats	Nombre de personnes présentes
4-8 juin 2008 : réunions de travail à Varsovie	<ul style="list-style-type: none"> - Bilan de l'auditeur - Planification et préparation de l'année 2 du projet - Lancement du site internet MDG15.net - Préparation de la campagne de défis inter-école - Préparation de la mission préparatoire pour le trajet de formation 	<p>Chaque association a pris connaissance des règles encadrant l'audit et la forme des rapports financiers et d'activités a été validée.</p> <p>La campagne de défis inter-école est prêt à être lancée à la rentrée de septembre 2009</p> <p>Les termes de référence pour la mission préparatoire au Sénégal ont été validés.</p> <p>Les organisations ont une vision plus précise des actions entreprises dans chacun des pays partenaires</p>	2 coordinateurs pour la France et pour la Belgique et le coordinateur de chacun des trois autres pays européens impliqués dans le projet.
11-21 octobre 2008: mission préparatoire du trajet de formation à Saint-Louis, Sénégal	Préparer la venue d'un groupe de 40 enseignants européens dans le cadre d'un trajet de formation de deux ans autour des OMD. Le voyage des enseignants étant prévu pour avril 2009	<p>Les contacts sont pris et les lieux d'étude en cours de définition</p> <p>Les aspects logistiques sont relevés afin d'optimiser l'organisation du séjour</p> <p>Le planning provisoire est réalisé et l'adéquation avec les différents OMD est vérifiée.</p>	Les coordinateurs pays des 5 associations membres du consortium.
Parallèlement, contacts fréquents et régulier entre les structures par mail ou par téléphone. Plusieurs réunions de travail supplémentaire avec le partenaire belge, Studio Globo.			

2. Conception de leçons « type » sur la thématique des OMD à proposer aux enseignants du secondaire

Objectif :

- Créer de nouveaux outils pédagogiques sur la thématique des OMD
- Proposer un outil pédagogique de communication et de sensibilisation qui sera utilisé en classe par les professeurs et qui servira de base de travail des OMD

Réalisations :

- Formation d'un comité pédagogique composé de professeurs de lycées et CFA
 - Le but de ce comité est de créer de nouveaux outils adaptés aux classes lycées et/ou CFA (pour la France) sur le thème des OMD et poursuite du travail débuté en 2007.
 - Ces nouveaux outils sont testés par les professeurs puis démultipliés.
- Réunions mensuelles du Comité pédagogique
Au fur et à mesure des rencontres, une réflexion est menée sur de nouveaux outils. Deux idées d'animations ont émergées des suites du séminaire et des diverses réflexions : un jeu des 8 familles et un jeu de rôle. Suite aux animations appréhendées lors du séminaire, un support vidéo traitant des 8 objectifs a été élaboré.
- Une animation d'une durée de deux heures a été élaborée et testée. Cette animation comprend trois stades : une vidéo (qu'est-ce que la pauvreté), une partie sur les différences de développement entre les pays et une partie sur les acteurs de développement.

Nombre total de personnes sensibilisés	601
---	------------

par une animation sur les OMD	
Nombre d'animations effectuées dans les lycées en 2009	29

3. Organisation de trajets de formation pour les enseignants

Objectif :

- Former des enseignants sur les notions d'interculturel, de développement, des OMD, sur l'implication de l'Union Européenne dans le domaine de la coopération en général, afin qu'ils deviennent des relais auprès des jeunes et des enseignants de leur lycée et des lycées alentours.
- Faire découvrir aux enseignants les aspects et spécificités socio économiques, culturels, éducatifs et environnementaux d'un pays du Sud à travers l'exemple du Sénégal afin de mieux comprendre les inégalités dans un pays du Sud, d'analyser ses relations avec les pays du Nord et ceux du Sud et faire le lien entre les OMD
- Découvrir et échanger avec les acteurs d'une lutte contre la pauvreté au Sénégal : voir les actions mis en place par les institutions internationales, organisations non gouvernementales
- Découvrir le monde de l'enseignement et voir à quels problèmes le Sénégal est confronté dans ce milieu
- Création de nouvelles activités sur les OMD

Réalisation :

La réalisation de cette activité comprend trois phases :

- Une formation pour les enseignants : divers modules de formation sont prévus (module interculturels, module sur le Sénégal, module sur les OMD, module sur les problématiques de développement, module de préparation au départ)



- Un voyage au Sénégal : visite d'exploitations agricoles, d'écoles, des partenaires du Partenariat, rôle de l'Union européenne, échange avec les enseignants sur les OMD
- Un témoignage de l'expérience vécue et une création d'outils

La première phase de l'activité a démarré en 2008. Il s'agit de la formation des enseignants qui se rendront en 2009 au Sénégal pour un voyage d'étude. Parallèlement aux entretiens et réunions d'information pour la sélection des professeurs, une première formation spécifique de 2 jour s'est tenue le 5 et 6 décembre 2008

4. Organisation d'une campagne européenne de défis inter-écoles

Objectif :

- Stimuler les jeunes à s'engager sur des sujets de développement sur le plan international
- Inciter les jeunes à adopter un comportement de citoyen responsable afin d'apporter une contribution positive à la réduction de la pauvreté
- Favoriser la création d'échanges entre les jeunes européens et des pays du Sud

Réalisation :

- Cette activité a débuté à la rentrée scolaire 2008/2009. Une plaquette spécifique à leur attention a été élaborée et distribuée dans l'ensemble des lycées de la Région Nord Pas de Calais.
- Les élèves intéressés doivent s'inscrire sur le site internet www.mdg15.net et soumettre leur projet. Ils ont jusqu'au 15 mai 2009 pour s'inscrire.
- Chaque groupe d'élèves reçoit les règles du jeu, communes à tous les pays participants européens et des pays du Sud.

- Un jury composé de partenaires des organisations, d'enseignants et des membres des organisations sélectionnera les meilleurs projets.

Date	Réalisations
Mars à mai 2008	Rédaction des règles du jeu et des outils de communication pour promouvoir les défis
Juin 2008	Validation des documents à Varsovie lors de la rencontre entre les partenaires
Juillet 2008	Finalisation des règles du jeu et traduction pour les partenaires
Septembre 2008	Envoi des affiches et dépliants aux lycées et CFA de la Région Nord Pas de Calais
Octobre 2008	Elaboration d'affiches de promotion des défis
Novembre 2008	Début des inscriptions

5. Conception et mise en ligne d'un site Internet

Objectif :

- Créer un réseau d'échanges Nord/Sud et Est/Ouest entre professeurs et élèves par le biais d'un site Internet
- Mettre en place d'un outil d'information sur les OMD pour les enseignants et les élèves mais également pour le public plus général
- Permettre aux élèves d'avoir des exemples de modes d'action en faveur de la réalisation des OMD
- S'informer sur les avancées des activités du projet MDG'15

Réalisation :

- Suite au séminaire réalisé en 2007 et à une volonté des enseignants de garder contact, un groupe de communication s'est créé : <http://groups.yahoo.com/group/mdg15>. Cette page Internet regroupe des documents du séminaire (résumé d'interventions, des liens de sites ou d'information en lien

avec les OMD, des photos,...). Cela permet également aux professeurs d'échanger et de rester en contact.

- Le site internet a ensuite été créé courant 2008 : www.mdg15.net. Chaque pays participant au projet a sa propre page. C'est aux organisations de chacun des pays de faire vivre ce site en y ajoutant des documents relatifs aux OMD, des jeux, des outils pédagogiques... Elèves et enseignants sont les acteurs de ce site. Une page pour chacun de ces deux groupes y est prévue.
- Ce site permet également aux enseignants et élèves des divers pays de communiquer entre eux par l'intermédiaire d'un forum.
- La structure du site a été traduite dans les différentes langues pour permettre à tous les élèves et enseignants des divers pays de participer à ce site.



VI. Aide au renforcement d'acteurs d'Education au Développement

La communication auprès des partenaires passe par :

- Parution de 4 éditions du bulletin : « Partenaires »
- 7 Portes ouvertes du centre qui ont générées la visite de 177 visiteurs.

1. Les réseaux

Au niveau régional :

Nouveauté 2008 : « Les Rencontres Gaïa »

La Rencontre Gaïa du 24 septembre était la première édition d'un rendez-vous annuel destiné aux acteurs régionaux, nationaux et transfrontaliers de l'Education au Développement.

Nous avons souhaité offrir aux acteurs de l'Education au Développement (EAD) un espace de réflexion sur un thème donné, un moment d'échanges privilégiés permettant aux structures d'EAD d'enrichir leurs techniques d'élaboration d'outils et de sensibilisation auprès de leurs publics cibles. Cette première édition s'est articulée autour de la thématique : « **Extrême pauvreté, faim dans le monde: Quels messages ? Comment les faire passer ?** »

8 intervenants de renom, locaux, nationaux et frontaliers pour près de 60 participants



Nous avons accueilli près de 60 participants, dont 25 ONG d'Education au Développement et de coopération.

Thèmes abordés lors de la Rencontre Gaïa du 24 septembre :

- (Re)définition de l'éducation au développement (*Laurence Rigollet, EDUCASOL*)
- Réflexion sur le 1^{er} objectif du millénaire pour le développement et le rôle de l'EAD :
 - Etat des lieux de la crise alimentaire globale : causes, solutions, rôle de l'EAD dans la crise (*Anne-Françoise Taisne, CFSI*)
 - La pauvreté au Nord (*René Loqueneux, ATD Quart Monde*)
 - Questionnements sur la définition de la pauvreté, au Nord et au Sud, le cadre des OMD, rappel des finalités de l'EAD (*Adélie Miguel, ITECO*)
- Exemples concrets d'actions d'EAD :
 - La campagne AlimenTERRE et son impact en Nord – Pas de Calais (*Maud Allégro, CAP SOLIDARITES*)
 - L'outil pédagogique des Taporis d'ATD Quart Monde (*Sabine Courtois, ATD Quart Monde*)
 - Les conditions et l'impact des activités d'EAD de Studio Globo (*Frank Verstraeten, STUDIO*)
 - Les ateliers d'immersion d'Oxfam Solidarités : Bolivie, Afrique du Sud, Mondiapolis (*Emmanuelle Krug, OXFAM SOLIDARITES*)

Rencontre animée par Patricia Hanssens, journaliste indépendante.

Une première édition très encourageante

La première édition de la Rencontre Gaïa a suscité un réel engouement des participants et des intervenants, qui n'ont pas hésité à se déplacer, à l'échelle régionale, mais aussi de Paris, de Gent, de Bruxelles, de Poitiers...



Education au Développement du CRDTM dont les réunions sont mensuelles. En 2008, cette commission a réalisé un power point de présentation générale sur les associations et les objectifs de la commission. Parallèlement, chaque organisation a poursuivi la diffusion du document d'information réalisé en 2006 à destination des jeunes souhaitant réaliser des projets de citoyenneté Internationale.

Le Forum Régional des outils Pédagogiques

Parallèlement, toujours au niveau régional, le centre Gaïa a participé en 2008, comme chaque année, au **Forum Régional des Outils Pédagogiques**. Cette année le Forum, coordonné par la Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarité, a couvert différents territoires. Le centre Gaïa a participé aux journées organisées à Lewarde (environs 50 contacts intéressants), Roubaix (environs 50 contacts intéressants) et Pernes en Artois (environs 30 contacts intéressants).



Comme en 2007, le centre Gaïa a pris part au comité local d'organisation de la Semaine de la Solidarité Internationale, coordonné par la Ville de Lille et composé d'une quinzaine d'organisations locales.

Cette année, notre Association s'est couplée avec d'autres structures et a proposé plusieurs actions parallèles qui ont rencontré un vif succès.

Le Centre Régional de Documentation Pédagogique

En 2007, des rencontres organisées avec le Directeur du **Centre Régional de Documentation Pédagogique**, a abouti, en 2008, à la signature d'une convention bipartite entre le CRDP et le centre Gaïa. Cette convention présente la collaboration envisagée entre les deux structures et annonce les premiers éléments d'échanges sur lesquels débutera la coopération.

Dans le cadre national :

SSI et SDD

Le centre Gaïa a participé, à la campagne nationale sur la Semaine de la Solidarité Internationale, ainsi qu'à la campagne nationale sur la Semaine du Développement Durable.

EDUCASOL

Dans un souci d'échange et de participation à la dynamique nationale d'Education au Développement sur le territoire français, le centre Gaïa a réalisé une candidature d'adhésion à la plateforme nationale d'Education au Développement, EDUCASOL. (Adhésion approuvée à l'unanimité par les membres de l'Assemblée Générale d'Educasol en avril 2009.

Au niveau transfrontalier :

La collaboration très fructueuse se poursuit toujours avec Studio Globo Roeselare. Parallèlement, le nouveau projet européen MDG'15 permet un rapprochement avec d'autres antennes de Studio Globo et en particulier l'antenne de Gand, ainsi qu'avec la Haute école de Namur.

Sur le plan Européen et international

La poursuite du travail s'est effectuée en 2008 autour de la réalisation du projet européen MDG'15. Par ce biais, le centre Gaïa entretient des liens très étroits avec les différentes organisations européennes membres mais aussi leurs partenaires.

Le centre est toujours en très forte collaboration 'Association Likaa au Maroc qui coordonnent l'activité correspondance scolaire et aident à la réalisation des outils pédagogiques en fournissant du matériel et des photos. Le centre Gaïa intervient également en soutien du collectif des enseignants de Saint-Louis dans le cadre de la création d'une Maison d'Education au Développement dans la ville de Saint-Louis. Dans le cadre du projet MDG'15, un nouveau pays est associé au projet : l'Inde.

VII. Soutien à l'émergence d'actions d'Education au Développement chez le public cible

Outre la mise en place d'outils de sensibilisation directe du public cible à l'éducation au Développement, l'un des objectifs du centre Gaïa est de favoriser l'émergence d'actions d'Education au Développement chez ce public cible, et en particulier chez les enseignants, encadrants et étudiants (futurs enseignants ou animateurs) qui peuvent ensuite démultiplier au niveau des enfants et des jeunes.

A ce titre, des sessions de formation sont régulièrement mise en place par le centre Gaïa afin de diffuser des pratiques d'Education à la Citoyenneté Internationale et d'échanger avec les enseignants pour les moyens de les intégrer en classe.

3 Types de formation sont réalisées par le centre, il s'agit de :

1. La formation des enseignants / encadrants aux ateliers d'immersion

Les enseignants ou encadrants inscrivant leur classe aux ateliers d'immersion, s'engagent au préalable à participer à une réunion de préparation au sein du centre et à exploiter, en aval des ateliers, les thèmes développés.

Pour l'année 2008, 6 réunions de préparation aux ateliers d'immersion ont été réalisées pour préparer plus de 57 enseignants, animateurs ou éducateurs. Ce chiffre est moins important que l'année dernière pour la bonne raison que 47,95%, soit près de la moitié des groupes venus en ateliers d'immersion cette année, faisaient partie d'établissements scolaires déjà venus au centre les années précédentes. Dans ce cas, les enseignants n'ont pas à participer à cette demi-journée de préparation. Des outils leur sont renvoyés et ils utilisent leurs acquis de préparation précédente pour préparer leur classe à l'immersion.

2. Les présentations des activités de Gaïa au étudiants / enseignants / stagiaires

Sept présentations spécifiques du centre Gaïa ont été réalisées auprès d'écoles et d'universités dans l'optique d'offrir un stage en animation aux étudiants ainsi qu'un stage de psychologie en évaluation d'impact des actions. La participation aux Forums à l'attention des enseignants est également comptabilisée.

Au total 217 personnes ont été informées sur les activités du centre Gaïa durant ces présentations.

3. Les formations d'étudiants et d'enseignants à l'EAD

Enfin, le centre Gaïa souhaite inscrire son action de sensibilisation au niveau de la formation des futurs animateurs et enseignants, afin que la notion d'Education au développement fasse partie intégrante du programme d'apprentissage des enfants.

A ce titre, le centre Gaïa intervient depuis 2005 au sein de L'Etablissement de Formation des Animateurs Sociaux, à Lille, où il dispense une formation en BPJEPS interculturelité. Cette année encore 2 jours de formations ont été dispensés auprès de 15 étudiants.

Pour l'année scolaire 2008-2009, une convention de partenariat a été établie avec l'Inspection Académique de Circonscription de Lille I Ouest et un atelier pédagogique de 4 modules a été confié au centre Gaïa. 7 enseignants se sont inscrits pour cette formation et les deux premiers modules ont été dispensés le 22 octobre et le 10 décembre 2008. Le thème de la formation : Insérer un projet d'Education au Développement dans sa classe ».

Trois autres formations ont été dispensées à l'égard d'une école d'élèves infirmiers, d'une école de formation des maîtres de Belgique et des volontaires du Service Civil Volontaire, engagés par la Ville de Lille.

Commentaires

En termes de réalisations la majorité des objectifs énoncés lors de l'élaboration du programme 2006-2008 ont été atteints voir dépassés. Le centre Gaïa s'est installé et structuré, il a trouvé son public pour ses activités principales, a développé de nouvelles activités et multiplie les démarches pour boucler son investissement.

Au niveau de la pérennité de ses actions, le centre Gaïa a terminé, début 2008, une démarche de réflexion sur sa stratégie future dans le cadre d'un Dispositif Local d'accompagnement qui lui a permis de recevoir l'appui d'un consultant. Le résultat de ce travail est l'élaboration d'un plan de développement triennal 2008-2010 qui fixe les nouvelles activités stratégiques à développer pour accroître l'autonomie financière de Gaïa en développant de nouvelles ressources et en touchant un nouveau public. Certaines activités, déjà lancées, mais encore limitées dans leur développement sont reprises selon un échéancier de mise en œuvre et de développement progressif.

En 2008, le centre Gaïa a amorcé la mise en œuvre de la première partie de son plan d'action à plusieurs niveaux :

- Rationalisation et optimisation des prestations de services offertes par Gaïa : planification stricte du type d'animation selon les jours de la semaine.
- Regroupement des journées de formations et de préparation des enseignants
- A l'occasion des portes ouvertes du centre (mensuelles), proposition, à raison d'une fois sur deux, d'une exposition thématique en marge de la porte ouverte
- Développement des réseaux à tous les niveaux et volonté de jouer un rôle dans la « politique d'Education au Développement » au niveau national.
- Ouverture de Gaïa ; organisation des rencontres annuelles : Rencontre Gaïa afin de participer à la réflexion globale des acteurs de l'EAD.
- Mise en chantier d'un projet d'organisation de voyages solidaire

- Lancement du pôle formation

Les moyens

Pour la mise en œuvre du programme d'Education au développement, l'équipe suivante est mobilisée :

- Une responsable du centre Gaïa en CDI à temps plein
- Une chargée de pédagogie- animation en CDI, à temps plein
- Une chargée de mission EAD, en CDD, à temps plein
- Un animateur socio-éducatif, en CDI, à temps plein
- Une chargée de projet européen en CDI, à temps plein
- Une chargée de mission interreg à temps plein
- Une animatrice, en CDD 20h semaine
- Secrétaire (50%), Comptable (50%)

Pour la gestion du fonctionnement du centre : une commission Education au Développement et un comité pédagogique consultatif.

Les moyens matériels :

Un centre d'Education au développement et des décors reconstitués grandeur nature.

Ordinateurs, imprimantes, moyens de communication (téléphone, internet, fax) nécessaires à la mise en œuvre du programme

Moyens spécifiques :

Agrément du Rectorat

Agrément DRDJS

Autorisation du Recteur et des Inspecteurs d'Académie pour l'intervention en milieu scolaire

Les ressources humaines de la structure ne permettant pas toujours de faire face à la quantité de travail, en terme administratif, ou en terme d'animation (rappel : les ateliers fonctionnent avec trois animateurs), le centre Gaïa fait régulièrement appel à des stagiaires sur deux pôles principaux :

- l'animation
- la communication

Nombre de stagiaires pour le centre Gaïa en 2008= 3

Qualité des moyens et adaptation au projet

Les moyens mis en œuvre pour la réalisation des actions 2008 en matière d'Education au Développement se sont révélés adaptés. Au niveau du fonctionnement, la majorité des actions annoncées ont pu être réalisées et les résultats sont très positifs et encourageants. Le recours à des stagiaires en tant que renfort de l'équipe permet de faire face aux activités nombreuses qui nécessitent un investissement humain important.

Les activités proposées par le centre Gaïa sont fortement appréciées des établissements scolaires de la Région et des structures de jeunes. Ce critère de qualité s'exprime au travers de différents aspects :

- Obtention d'une reconnaissance de la qualité pédagogique du travail par le biais de l'agrément délivré par le Rectorat
- Obtention d'une reconnaissance de la qualité des activités en termes de sensibilisation à la citoyenneté Internationale, par le biais du prix du Haut Conseil de la Coopération Internationale, pour la sensibilisation du public aux questions de développement.
- Réponses très positives des enseignants et encadrants aux questionnaires d'évaluation des activités.
- Inscriptions régulières et nombreuses de groupes nouveaux, mais aussi réinscription des usagers d'une année sur l'autre. (47,98% de renouvellement d'inscription pour les ateliers d'immersion en 2008.

De nombreuses sollicitations extérieures montrent la reconnaissance que prend progressivement le centre Gaïa dans le paysage des structures d'EAD au niveau français. L'association Humanopole (Poitiers), mais également l'AFD dans le cadre de la création d'une « Cité de la Solidarité » à Paris sont venus échanger avec nous sur nos pratiques.

Conclusion :

Difficultés rencontrées :

En ce qui concerne l'Education au Développement, les difficultés de fonctionnement sont liées au poids de l'investissement qui pèse chaque année sur le budget et qui limite les marges de manœuvre dont l'Association dispose pour mettre en œuvre et surtout développer de nouveaux projets.

Parallèlement, certains projets développés n'ont pas encore rencontré leur public, malgré l'investissement en temps de la structure : animations adultes, animations comité d'entreprises.

Enfin, de nouveaux défis sont à relever pour mettre en œuvre le nouveau plan stratégique triennal accès sur :

- L'optimisation des prestations offertes par le centre
- La mise en place d'une nouvelle activité autour du développement durable : aménagement d'un parcours découverte
- La réalisation d'un véritable pôle formation
- La réalisation d'un plan de communication optimum avec la mise en ligne d'un nouveau site internet.(janv 2009)

Mécanisme de suivi et de capitalisation envisagé :

Le suivi est assuré à plusieurs niveaux :

Le suivi du programme est d'abord assuré au niveau de Lille, par le Bureau de l'Association, le chargé de projet EAD et la Commission EAD et l'équipe EAD (pour les activités d'Education au Développement), le chargé de suivi du programme (pour la réciprocité et l'appui aux porteurs de projets) et le comptable.

Pour le centre Gaïa (qui regroupe le programme d'Education au Développement), le suivi se fait également par l'intermédiaire de 2 comités spécifiques mis en place :



- Le conseil d'administration qui assure le suivi du fonctionnement du centre de ma manière régulière tout au long du programme d'actions.
- Enfin, pour assurer la qualité du message pédagogique diffusé par le centre Gaïa, l'Association a créé un Comité pédagogique consultatif. Ce comité regroupe des acteurs de l'Education Nationale, déjà partenaires de l'action, ainsi que des enseignants d'université, des représentants de nos partenaires belges Studio Globo et d'autres associations d'Education au Développement.

Recommandations et perspectives pour «l'après projet»

L'année 2008 clôt le programme d'action triennal 2006-2008 intitulé : « Education au Développement-Réciprocité, Appui aux Porteurs de projets ». Au regard des objectifs énoncés au départ et des réalisations reprises dans ce présent rapport, plusieurs constats s'imposent :

- Les objectifs spécifiques ont pratiquement tous été remplis, des explications particulières ont été avancées lors de modifications ponctuelles des réalisations par rapport aux objectifs initialement énoncés.
- Ouverture et élargissement des réalisations en dehors des objectifs prévus au départ : exemple : année 2 le projet européen MDG'15, l'année 3 : l'organisation de la première « Rencontre Gaïa », le développement d'un pôle formation, nouveau projet « Apprendre de la diversité, au-delà des frontières, Interreg IV...

Plusieurs signes encourageants viennent confirmer la reconnaissance et l'importance que prend le centre Gaïa sur le territoire :

- Avril 2009 : Le Partenariat (centre Gaïa) devient membre de la plateforme nationale d'Education au Développement EDUCASOL (voté à l'unanimité par les membres de l'Assemblée Générale d'EDUCASOL).

- Avril 2009 : Visite de Monsieur JOYANDET, Secrétaire d'Etat à la coopération et à la francophonie, lors de son tour de France de la Coopération Décentralisée, il parle pour Gaïa d'un « lieu exceptionnel », d'une « initiative remarquable ».

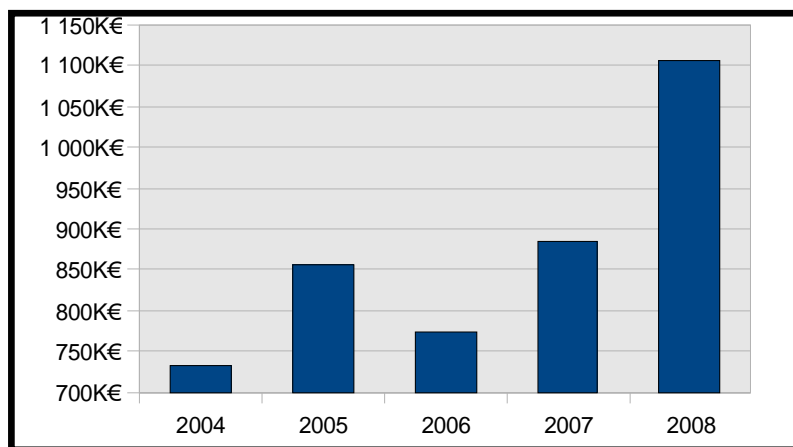
Le centre Gaïa suit, depuis sa création, un axe de développement qui semble se conforter et s'élargir avec les années. De nombreux nouveaux projets, thématiques de travail (développement durable) et perspectives de développement à tous les niveaux sont déjà en chantier et devraient se confirmer à partir de 2009.



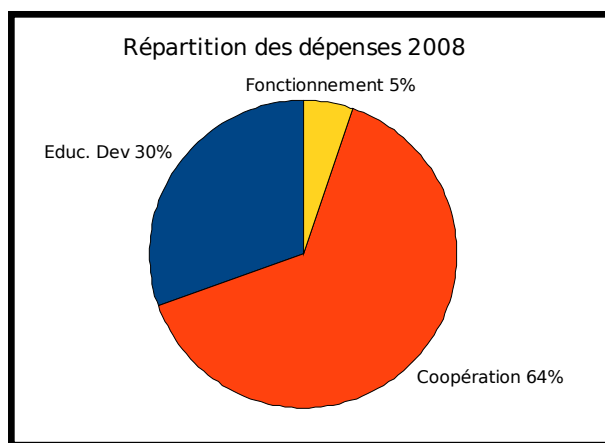
RAPPORT FINANCIER 2008

Présentation générale du budget de l'association

Globalement, les dépenses sont en augmentation de plus de 25% (884 k€ en 2007 - 1 108 k€ en 2008). Sur les cinq dernières années le budget de l'association a évolué de plus de 50%



Cette hausse recouvre des réalités différentes :



1. Les charges liées à la coopération (St Louis et Maroc) sont en hausse de plus de 37% (709 k€ en augmentation de 192 K€).
2. Les charges liées à Gaïa progressent de près de 13% (337 k€ en augmentation de 39 k€)
3. Les charges de fonctionnement général baissent de 8% (62 k€ en diminution de 6 k€)

En 2007, les parts de la coopération représentaient 59% du budget global, celles de Gaïa 34% et celles du fonctionnement 8%

Le pôle coopération (Sénégal/Maroc)

Le programme Maroc

Pratiquement inexistant en 2006, le programme s'est mis en place courant 2007 et continue son évolution, avec une année pleine en 2008. Ses dépenses ont doublé par rapport à 2007 pour atteindre 90 k€. Elles représentent 13% des dépenses totales de la coopération.

Les programmes au Sénégal

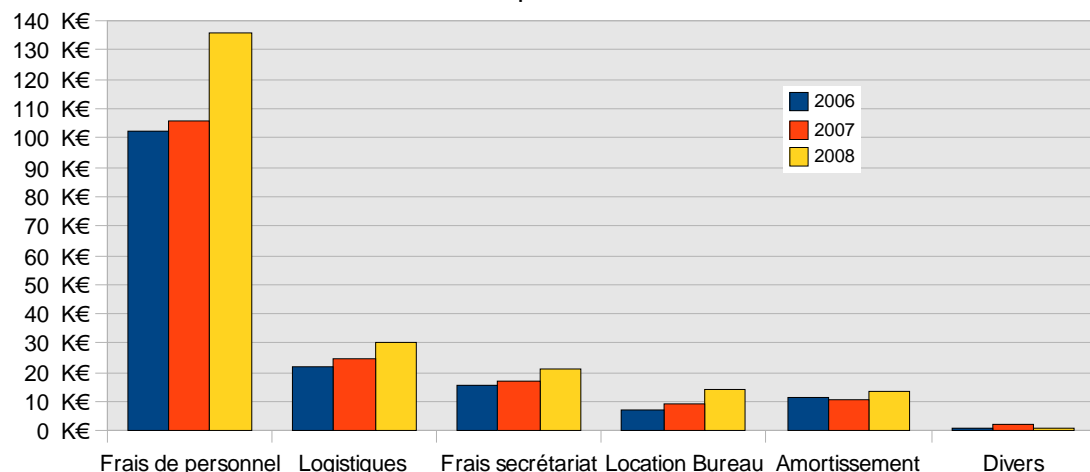
Comme en 2007, les budgets au Sénégal ont augmenté. La progression est, cette année, de 31% (+146 K€). Cette nette évolution se situe principalement sur les dépenses opérationnelles (+96 K€) et dans une moindre mesure sur la mise en œuvre opérationnelle directe (+21 K€) et indirecte (+20 K€) et les frais de suivi de Lille (+9K€).

> Part opérationnelle

Les engagements relatifs aux programmes d'appui à la décentralisation (Communes de St Louis et de la Région) sont en augmentation de 44% (+28 K€). Cela s'explique notamment par le développement des actions dans le cadre de la coopération Rosso/St Laurent Blangy et des engagements plus importants sur les actions traditionnelles (Plans d'investissement Communaux par exemple). On peut noter également l'augmentation des dépenses du programme LMCU par rapport à 2007 (+15 K€). . Les engagements sur les programmes d'appui aux initiatives locales progressent de 38% (+45 K€). Enfin, les autres programmes connaissent également une évolution positive de 30% (+23 K€). Cela est dû principalement au projet Eau qui

avait débuté en 2007 et s'est terminée en 2008 (progression de 17 K€ par rapport à l'an dernier).

Mise en oeuvre opérationnelle 2006-2008



> Mise en œuvre opérationnelle

Les frais de fonctionnement sur l'antenne du Sénégal (qui regroupent l'ensemble des charges liées aux frais des personnes sur les programmes) sont en progression de 26% (+ 45K€).

Les 2/3 de cette augmentation sont dus aux frais de personnel, en progression de 28% (+30 K€). Les raisons principales de cette évolution sur cette ligne sont :

- l'ouverture d'un poste de chargé de Programme Développement Urbain (Sylvain Touze) avec une compétence également sur le développement durable (poste ouvert à partir de sept 08).
- La prise en charge pour la première fois en année pleine des postes « suivi de projet ONG » (poste de Julie Salagnac qui avait débuté en septembre 07) et le poste de chargé de suivi chantier (poste de Bachir Niang ouvert en novembre 07).

Les frais de logistiques ont augmenté de 23% (+ 5,5K€), les frais d'essence (avec la forte augmentation du prix du pétrole en 2008) et l'entretien des véhicules sont une des causes de ces évolutions. L'élargissement de notre zone d'intervention et l'agrandissement de l'équipe en sont une autre.

L'augmentation des frais de secrétariat reste modérée compte tenu de l'évolution de l'équipe (+ 3,5K€). La révision du bail de location des bureaux à Saint Louis a entraîné une progression sur cette de ligne de 5K€. L'arrivée de nouveaux véhicules sur Saint-Louis entraîne également une augmentation de la ligne amortissement de 3K€. Enfin les frais de suivi (dépenses réalisées à Lille en lien avec le suivi des programmes de coopération) est en progression de 9K€.

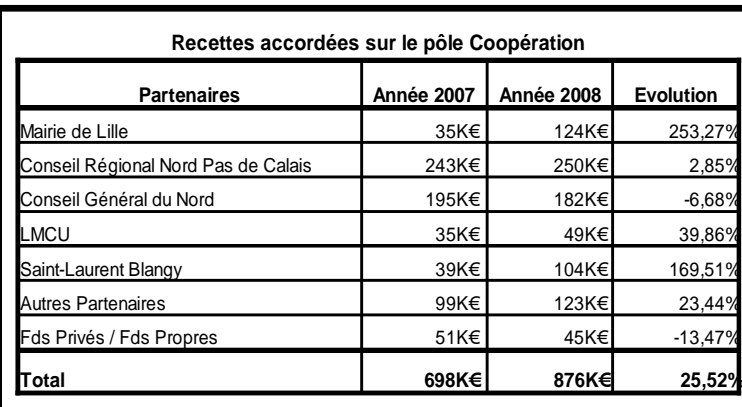
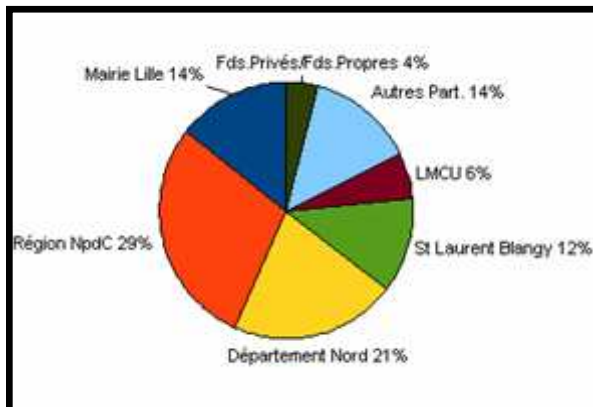
Les recettes du pôle coopération (Sénégal et Maroc)

Les recettes accordées pour l'année 2008 sur le pôle coopération s'élèvent à 876 K€. Elles continuent donc à augmenter avec une progression de 178 K€ par rapport à 2007 (soit plus de 25%). Les recettes pour la coopération avec le Maroc progressent de + 10 k€.

Cette évolution importante sur le pôle coopération est essentiellement due à des écritures comptables. En effet, une partie de la subvention de la Mairie de Lille prévue en 2007 n'a pu être comptabilisée qu'au début de l'année 2008. Le même phénomène se reproduit pour la subvention de la commune de Saint-Laurent-Blangy. La modification de ces deux éléments ramène la progression des recettes globalement à +10,5 k€. L'année 2008 est la deuxième année du programme triennal 2007/2009 de coopération avec le Sénégal. Ce qui explique la relative stabilité des recettes sur ce pôle. C'est également pourquoi, on ne retrouve plus les financements MAE qui sont maintenant attribués directement aux collectivités.

On note l'augmentation de la participation de la Région dans le cadre de la coopération avec le Maroc.

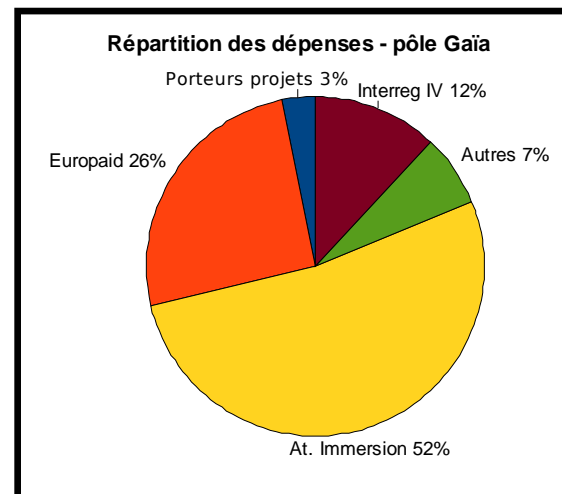
Les fonds privés et fonds propres représentent un montant total de 45 K€ pour l'année 2008, contre 51 K€ l'an dernier. Cette baisse s'explique par la subvention de l'Agence de l'eau (projet Eau Sénégal) qui a été en partie restituée (réalisation moins onéreuse de l'action pour un montant de 13 k€). Si l'on exclue cette subvention négative sur la ligne fonds privés, le montant total des fonds privés et fonds propres atteint la somme de 58 k€ (avec alors une progression de près de 13%).



Le pôle Gaïa

Ce pôle regroupe désormais trois programmes importants (les ateliers d'immersion, le programme Europaid d'animation dans les lycées et le programme Interreg IV depuis le 1er juillet 2008), ainsi qu'un financement spécifique pour un poste Cadre.

Le projet d'appui aux porteurs de projets, à cheval sur le pôle coopération et le pôle Gaïa sera présenté ici.



Les dépenses

Les dépenses sur ce pôle d'un montant de 337 k€ sont en progression de 38 K€ (+13%).

Le budget des ateliers d'immersion (177 k€) diminue pour la deuxième année consécutive : -43 K€ (-19%). Cela s'explique par la fin du programme Interreg III qui nous a obligé à diminuer nos dépenses. Dans le même temps, l'ouverture du programme Europaid l'an dernier et celui de Interreg IV (au 1er juillet 2008), nous a permis de mieux répartir nos charges. Ce budget reste

cependant le plus important pour ce pôle (52% des charges)

Le budget Europaid (86 k€) progresse de 70% (+ 36 K€). Le programme a débuté en juin 2007, l'année 2008 est donc la première année pleine pour ce programme.

Le budget Interreg IV, qui a démarré en juillet 2008 représente 40 K€, soit 12% des charges du pôle Gaïa.

Pour terminer, le financement du poste cadre (23 k€) a eu lieu sur toute l'année (début du financement le 1er juillet 2007), cette partie augmente elle aussi de 24% (+4 K€). Les dépenses du budget porteurs de projets restent stables (11 k€).

Les recettes

Les recettes accordées pour les activités du pôle Gaïa sont pour l'année 2008 de 427 k€, soit 14% de plus que pour 2007.

La subvention de la Région Nord Pas de Calais est légèrement plus importante que l'année dernière suite à un accord de convention 2007 reçu tardivement et comptabilisé en 2008 (subvention du Frappe - programme

Europaid). Les subventions européennes ont augmenté avec le nouveau financement d'Interreg IV (+ 36K€).

Enfin les fonds privés/fonds propres ont augmenté de + 15 K€, cette augmentation concerne essentiellement les fonds privés ou 41 k€ ont été mobilisés dans le cadre du projet parcours pédagogique. On note également la participation de la caisse d'épargne pour les ateliers d'immersion (15 k€)

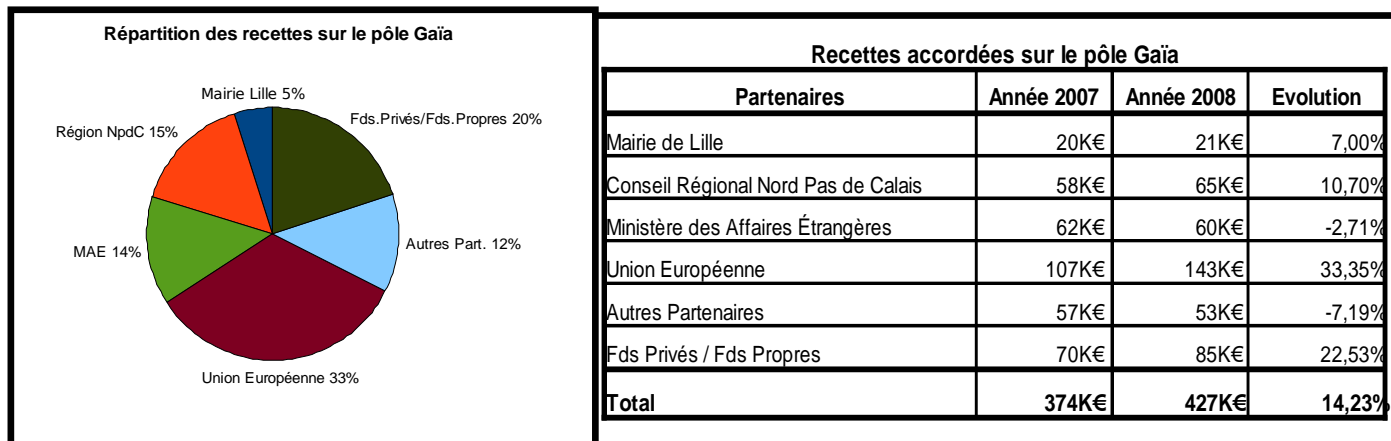
Les prestations de services sont restées sensiblement identiques (25 k€). Les fonds privés/propres représentent 20% des recettes du pôle Gaïa (19% en 2007)

Cette évolution est due à deux facteurs :

- Un effort supplémentaire, depuis 2007, dans l'imputation directe des charges sur les programmes (renforcement de l'analytique dans la comptabilité).
- Une diminution sur les frais dailly (avance de trésorerie) grâce à une année saine en terme de trésorerie.

Les recettes de fonctionnement général

Les recettes de fonctionnement général sont assurées en grande partie par les frais de gestion des projets et programmes de l'association (cette part représente cette année 71%). Cette année, la collecte de dons a été moins importante que l'an dernier 12 k€ (21 k€ en 2007). Enfin, les aides dans le cadre des emplois jeunes deviennent pratiquement inexistantes sur 2008 (0,9 k€ en 2008 contre encore 4,7 k€ en 2007)

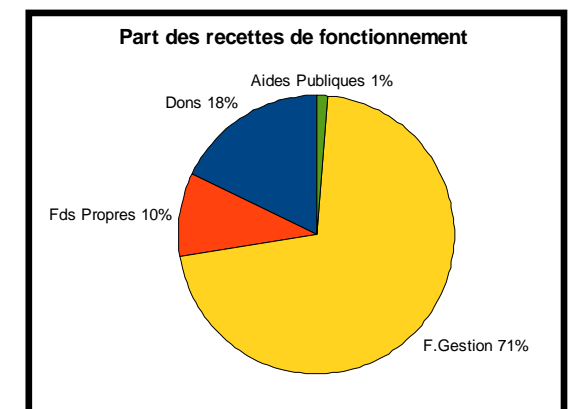


Le pôle fonctionnement général

Les dépenses de fonctionnement général

Sur ce pôle ne sont comptabilisées que des dépenses d'ordre général non liées directement à des programmes ou projets. L'ensemble de ce pôle représente 6% des dépenses totales pour un montant total de 62 k€.

Nous pouvons à nouveau mettre en avant une diminution par rapport à l'année 2007, qui avait également diminué par rapport à 2006.



Le résultat pour l'année 2008

Le résultat pour l'année 2008 est déficitaire de 17 779,93 €. Le tableau ci-dessous reprend en détail le calcul de ce résultat.

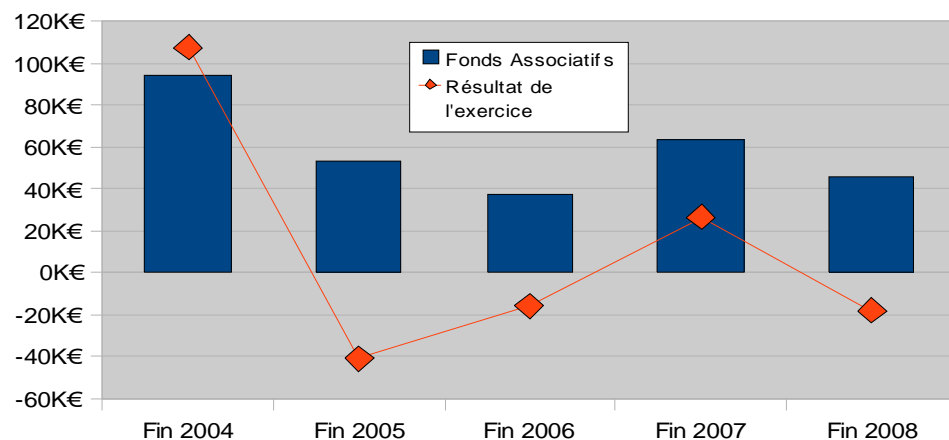
Le résultat général pour 2008

Recettes 2008	1 323K€
Fonds dédiés de 2007	384K€
Dépenses 2008	-1 108K€
Fonds dédiés pour 2009	-617K€
Résultats	-18K€

Ce déficit s'explique par le fait que les fonds associatif ont permis d'engager des dépenses à hauteur de 41 k€ :

- Prise en charge des frais non couverts par les subventions sur le pôle coopération = 28 k€
- Prise en charge des frais liés à l'investissement Gaïa (amortissement) = 9 k€
- Prise en charge de frais divers de fonctionnement = 3 k€

Evolution des Fonds Associatifs et du Résultat



Ces engagements n'ont pu être financés que partiellement par les dons de l'année. C'est pourquoi, il est proposé d'affecter ce déficit au niveau du fonds associatif.

Ce déficit est à rapprocher du résultat de l'an dernier qui avait été bénéficiaire de 26,5 k€.

Le Projet Financier 2009

Le projet financier 2009 représente la structure financière de l'Association pour l'année actuelle. Le budget est en progression de 14% par rapport au budget réalisé 2008. Cette progression s'explique par une progression du financement du Ministère des Affaires Etrangères dans le cadre du Pôle Gaïa (en cours de négociation), un engagement plus important du Conseil Régional Nord Pas de Calais dans le cadre du projet de construction du lycée de Mboumba et d'un nouveau programme de coopération avec la région de Matam.

Mais cette progression trouve également son origine dans l'ambitieuse volonté de l'association d'accroître les nouvelles sources de financements (fonds privés / fonds propres) en affichant un montant de 283 k€.

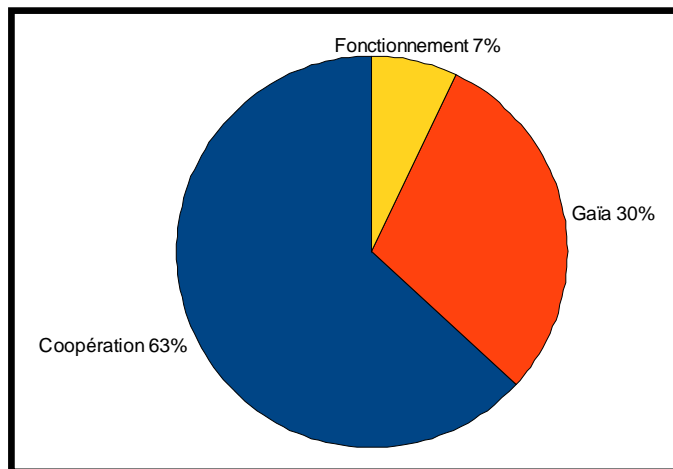
A ce jour, est acquis une partie non négligeable de ces financements (Agence de l'Eau, Société des Eaux du Nord, EDF, Caisse d'Épargne, Programme de Renforcement Nutritionnel au Sénégal, Ambassade de Grande Bretagne, Ambassade du Japon, etc.), proche de 210 k€.

Il est à noter que la part des Fonds Propres / Fonds Privés sur le budget 2008 représentait un peu plus de 11% du budget global pour un montant de 149 k€

Recettes prévisionnelles pour l'année 2009

Ministère des Affaires Etrangères	73K€	4,8%
Conseil Régional Nord-Pas de Calais	428K€	28,5%
Conseil Général du Nord	200K€	13,3%
Ville de Lille	105K€	7,0%
Saint Laurent Blangy	86K€	5,7%
Lille Métropole Communauté Urbaine	41K€	2,8%
Subvention européenne	134K€	8,9%
Autres Financements et Participations	155K€	10,3%
Fonds propres / Fonds privés	283K€	18,8%
TOTAL	1 505K€	

Du côté des dépenses, on retrouve une répartition relativement similaire entre les trois pôles de l'association :







LES PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2009

Le pôle coopération

Aujourd'hui, les perspectives et enjeux des programmes de coopération sont de plusieurs ordres :

Au Sénégal :

1- Renouveau des programmes de coopération décentralisée

Les programmes de coopération décentralisée 2007-2009 en région de Saint-Louis arriveront à leur terme en juin 2010. Le Ministère des Affaires Etrangères français doit ouvrir un nouvel appel à projets aux collectivités françaises pour la période 2010-2012, avec un démarrage des activités à l'été 2010. Les grands échéances sont :

- Phase de concertation au Sud et au Nord durant le 2ème semestre 2009, et dépôt des dossiers par les collectivités au MAE début 2010,
- Evaluation des programmes de coopération du Partenariat fin 2009 – Début 2010,
- La clôture des programmes 2007-2009 en juin 2010.

2- Elargissement des zones de coopération à la région de Matam

Le Partenariat souhaite étendre ses activités vers la région de Matam. Un dossier de programme sera déposé auprès de la Région Nord-Pas de Calais, ainsi qu'auprès d'autres partenaires (mobilisation de cofinancements en consortium avec d'autres associations) au deuxième semestre 2009. Il s'agira de développer des projets intégrés (accessibilité, adduction d'eau, sanitaires, sensibilisations) dans les écoles de la région.

3- Articulation des programmes avec les orientations de la démarche de développement durable et le pôle ONG de l'association :

- Identification de nouveaux projets, recherche de financements sur les projets déjà identifiés, présentation des projets sous la forme d'actions multiples (Projet de l'île de Bopp Thior)
- Articulation des différents guichets de financements / programme nationaux / internationaux
- Ouverture sur les thématiques environnement / énergies renouvelables, en rapport avec nos activités traditionnelles de coopération décentralisée.
- Regroupement avec d'autres ONG (GRET, GRDR, ADOS...) pour monter des projets / programmes sur la base de consortium et ainsi mobiliser des bailleurs qui favorisent cette démarche (AFD/ UE...) sur les thématiques Eau, Education, Mobilisation des acteurs locaux...

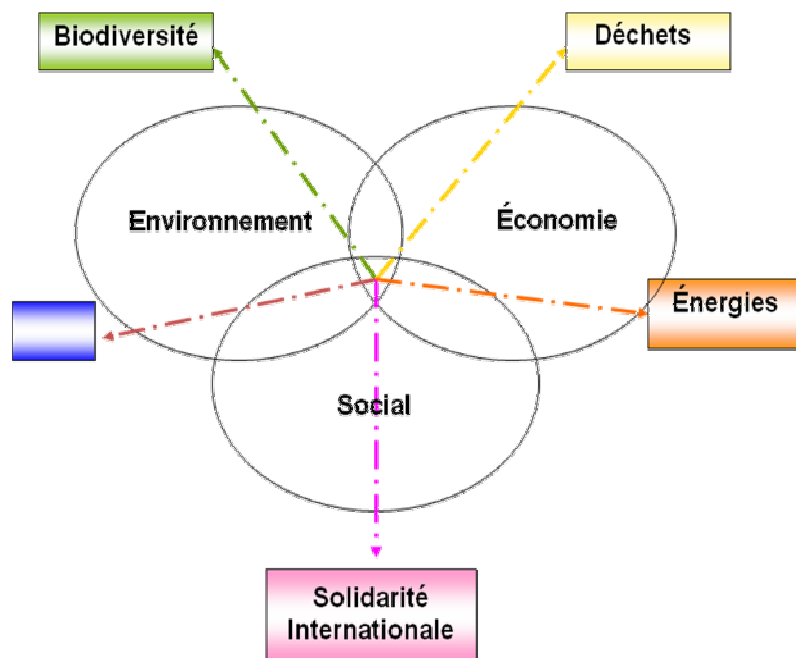
Au Maroc :

Une réflexion est en cours, visant à développer pour la troisième année du Programme J.I.S.R. un volet santé, particulièrement dans le domaine de la prévention et de la sensibilisation. Nous avons fait l'objet de sollicitations de la part des responsables régionaux de ce secteur après une première rencontre organisée à l'occasion du Comité de Pilotage du Programme d'octobre 2008.

Le Programme Concerté Maroc, au sein duquel s'articule le programme J.I.S.R. s'achèvera à la fin du premier trimestre 2010. Une demande de reconduction sera portée devant l'AFD. Une réponse à un appel à proposition de l'Union Européenne pour un programme de 3 ans doit également être formulée.

Le pôle éducation au développement

- 1- Mise en œuvre de l'année 2 du plan d'action dans le cadre du DLA (Dispositif Local Accompagnement)
- 2- Création d'un Parcours Pédagogique sur le Développement Durable



- 3- Organisation de la deuxième édition des Rencontres Gaïa

Le thème de cette année sera « Les échanges de jeunes : outil d'Education au Développement et à la Citoyenneté Internationale »

- Projet d'étude-action sur les échanges de jeunes franco-marocains réalisé grâce à des entretiens auprès de jeunes et à un questionnaire.

- Participation active des associations membres du Programme Concerté Maroc en France et au Maroc dans la diffusion du questionnaire auprès des jeunes.
- Présentation de cette enquête lors de la seconde édition des Rencontres Gaïa.
- Thème 2009 : « Les échanges de jeunes : outil d'Education au Développement et à la Citoyenneté Internationale » : concevoir que, sous certaines conditions, les échanges de jeunes constituent un bon outil d'EAD.

- 4- Développement des liens avec des associations similaires sur le territoire national (ADOS)





TEMPS FORTS 2008

Janvier :

- *Mercredi 9 janvier* : journée portes ouvertes du Centre Gaïa
- *Mercredi 16 janvier* :
 - visite du centre Gaïa par le Conseil Départemental des Jeunes
 - réunion de Bureau du Partenariat

Février :

- *Jeudi 14 février* : visite de Samir Tounzy, président de l'Association Likka au Maroc

Mars :

- *Mardi 4 mars* : réception en l'honneur du Maire de Saint-Louis, Monsieur Ousmane Masseck Ndiaye à la Ville de Lille
- *Mercredi 12 mars* : journée portes ouvertes du Centre Gaïa
- *Jeudi 20 mars* : réunion de Bureau du Partenariat

Avril :

- *Mercredi 2 avril* :
 - journée portes ouvertes du Centre Gaïa
 - exposition du Développement Durable à Gaïa
- *Mercredi 23 avril* : visite de Monsieur Mohamed Ould BIHA, Maire de Tidjikja en Mauritanie

Mai :

- *Mardi 6 mai* : réunion du Conseil d'Administration du Partenariat
- *Lundi 12 mai* : arrivée en mission de Monsieur le Colonel Babacar NGOM
- *Lundi 26 mai* :
 - arrivée de Nicolas DUPUY, coordinateur à Saint-Louis, en mission à Lille
 - réunion de Bureau du Partenariat
- *Samedi 24 mai* : fête du jeu à Lille Sud
- *Mercredi 28 mai* : Assemblée Générale du Partenariat



Juin :

- *Dimanche 1^{er} juin* : participation au forum Tous au Sud
- *Mercredi 4 juin* :
 - mission à Varsovie dans le cadre du projet MDG'15
- vendredi 6 juin
 - vernissage de l'exposition « Eh Eau ! » à Gaïa
 - exposition au Collège Paul Verlaine de Lille « Devenir citoyen »
- *Mercredi 25 juin* :
 - remise de chèque de 15 000€ par la Caisse d'Epargne
 - journée portes ouvertes du Centre Gaïa

Juillet :

- *Mercredi 2 juillet* : Conseil d'Administration du Partenariat

Septembre :

- *Mercredi 3 septembre* : conférence de presse
- *Lundi 15 septembre* : journée de formation à l'EFAS
- *Vendredi 19 septembre* : commission du Programme Mère Enfant
- *Mercredi 24 septembre* : journée « Rencontres GAÏA »

Octobre :

- *Mercredi 1^{er} octobre* : forum des Outils Pédagogiques à Lewarde
- *Mercredi 8 octobre* :
 - journée portes ouvertes du Centre Gaïa
 - vernissage de l'exposition « Carnets de Voyage » de Mmes Leborgne et Lebecq
- *Samedi 11 octobre* : départ en mission au Sénégal : projet MDG'15
- *Mercredi 15 octobre* : forum des outils pédagogiques
- *Vendredi 17 octobre* : départ en mission au Maroc dans le cadre du programme JISR

Novembre :

- *Dimanche 2 novembre* : départ de la mission Santé au Sénégal
- *Samedi 15 novembre* : journée de la Semaine de la Solidarité Internationale
- *Mercredi 19 novembre* :
 - réunion de restitution des porteurs de projets
 - réunion de Bureau
- *Samedi 22 et dimanche 23 novembre* : sente solidaire Objets du Monde à la Fondation de Lille
- *Mercredi 26 novembre* : journée portes ouvertes du Centre Gaïa
- *Vendredi 28 et samedi 29 novembre* : vente solidaire aux Chalets de Noël, place Rihour

Décembre :

- *Lundi 1^{er} décembre* : journée de formation Education au Développement à Torhout
- *Samedi 6 et dimanche 7 décembre* : réunion Trajet de Formation dans le cadre du projet MDG'15
- *Vendredi 12 décembre* : soirée à la Caisse d'Epargne



REVUE DE PRESSE 2008

- A Gaïa le Partenariat fait sentir tout son souffle
 - o *Voix du Nord* 4/01/2008
- Après le Sénégal et le Maroc, la Mauritanie
 - o *Nord Eclair* 05/01/2008
- A Saint-Louis du Sénégal, patrimoine et éducation au premier plan
 - o *La Voix du Nord* 03/06/2008
- Le blad, devoir de vacances de dix jeunes du quartier
 - o *La Voix du Nord* 04/09/2008
- Une douzaine de jeunes du quartier de Lille-Sud ont participé à un voyage de 3 semaines à SAFI au Maroc
 - o *Nord Eclair* 05/09/2008
- Un chèque de 15 000 € pour le projet Gaïa
 - o *La Voix du Nord* 29/06/2008
- S'ouvrir sur le monde et combattre les inégalités Nord-Sud
 - o *La Gazette Nord-Pas de Calais* 10/07/2009
- Notre planète souffre, aidons-là à mieux se porter
 - o *Les habitants prennent la parole (Lille Sud)* mars 2008
- Les jeunes dévoilent leurs conceptions du développement durable au centre Gaïa
 - o *La Voix du Nord* 08/04/2008
- Questions à Julie Marchand, chargée de mission au Partenariat
 - o *La Voix du Nord* 25/09/2008
- De Lille Sud à Tombouctou
 - o *Les habitants prennent la parole (Lille Sud)* sept/oct 2008
- Des carnets de voyage « De Lille Sud à Tombouctou »
 - o *La Voix du Nord* 15/10/2008
- La solidarité, une valeur partagée
 - o *Partages La Voix du Sud Filberville* décembre 2008